

JACQUES BAUD

TERRORISME

MENSONGES POLITIQUES
ET STRATÉGIES FATALES DE L'OCCIDENT

لَا إِلَهَ إِلَّا اللَّهُ



éditions du
ROCHER

Terrorisme

DU MÊME AUTEUR

Djihad : l'asymétrie entre fanatisme et incompréhension,
Éditions Lavauzelle, 2009.

Encyclopédie des Terrorismes et Violences Organisées,
Éditions Lavauzelle, 2009.

*Le Renseignement et la Lutte contre le Terrorisme : stratégies
et perspectives internationales,* Éditions Lavauzelle, 2005.

Encyclopédie du Renseignement et des Services Secrets,
Éditions Lavauzelle, 2004.

La Guerre asymétrique ou la Défaite du vainqueur, Éditions
du Rocher, 2003.

*Les forces spéciales de l'organisation du Traité de Varsovie,
1917-2000, L'Harmattan, 2002.*

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

En fait, dès la mi-septembre 2001 déjà, bien avant le début des prétendues « révolutions citoyennes » de 2010-2012, les États-Unis avaient un plan pour renverser 7 gouvernements du Proche et Moyen-Orient, dont le régime syrien. En mars 2007, le général américain Wesley Clark, ancien Commandant suprême des Forces alliées en Europe de l'OTAN, lors d'une interview télévisée, rapporte une conversation qu'il a eue au Pentagone juste après le 11 Septembre :

Un des généraux [...] me dit :

« Nous avons pris la décision d'aller en guerre contre l'Irak !

— Nous allons en guerre contre l'Irak ? Pour-quoi ?

— Je ne sais pas... Je pense qu'ils n'ont rien d'autre à faire. »

Je dis :

« Aurai-ils découvert quelque information qui relie Saddam à Al-Qaïda ?

— Non, non. Il n'y a rien de nouveau dans ce domaine. Ils ont juste pris la décision d'aller en guerre contre l'Irak. Je pense qu'on ne sait pas quoi faire à propos du terrorisme, mais nous avons un bon appareil militaire et nous savons renverser des gouvernements ! »

Je suis revenu le voir quelques semaines plus tard, et à ce moment nous étions en train de bombarder l'Afghanistan, et je lui demande :

« Nous allons encore en guerre contre l'Irak ? »

Il me répond :

« C'est pire que ça ! »

Il prend sur son bureau un papier : « Je viens de recevoir aujourd'hui ce mémo de l'étage du dessus, du bureau du secrétaire à la Défense, qui décrit comment nous allons faire

tomber 7 pays en 5 ans : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan, et finir par l'Iran²⁵ ! »

On retrouve dans cette liste les 3 pays arabes qui ont renoncé au système des pétrodollars pour vendre leur pétrole et les ennemis « traditionnels » d'Israël. Cette intention avait aussi été évoquée dans le message attribué à Oussama Ben Laden et diffusé le 16 février 2003, par l'entremise d'une cassette audio et communiquée à l'agence de presse Islamic Al-Ansaar, basée en Grande-Bretagne²⁶ :

Il est clair que les préparations d'attaques contre l'Irak font partie d'une série d'attaques planifiées contre des nations de la région, qui incluent la Syrie, l'Iran, l'Égypte et le Soudan.

Ce sont apparemment les échecs – pour ne pas dire les défaites – subies par les Américains en Irak, en Afghanistan et en Libye qui ont finalement perturbé cette planification. Par la suite, comme nous le verrons, l'existence d'un plan spécifique pour déstabiliser la Syrie sera également confirmée par l'ex-ministre des Affaires étrangères, Roland Dumas.

De ces éléments, on peut retirer deux observations essentielles :

- Premièrement, il est aujourd'hui établi que l'épisode des armes de destruction massive irakiennes n'était qu'un écran de fumée et que la guerre en Irak était déjà prévue de longue date, comme le seront plus tard les interventions en Libye et en Syrie. Mais outre le fait que les États-Unis ont systématiquement menti à leurs alliés afin de les entraîner dans des conflits servant leurs propres intérêts, il est frappant de constater l'incapacité de ces

alliés à détecter les mystifications et à avoir une capacité analytique indépendante.

- Deuxièmement, on observe que les mécanismes structurels ou institutionnels, au sein des démocraties occidentales, ne suffisent pas à infléchir les décisions de l'exécutif pour partir en guerre, même si les raisons sont fallacieuses. En 2003, l'opposition française à la guerre en Irak était alors empreinte de bon sens, mais elle ne semble pas avoir été appuyée de manière décisive par des éléments de renseignement sur la situation en Irak.

Malgré les multiples théories du complot qui tentent d'expliquer la stratégie américaine, la réalité semble être plus prosaïque. Les diverses guerres dans lesquelles les États-Unis s'impliquent bruyamment – et qu'ils perdent d'ailleurs presque systématiquement – ne sont pas conduites selon une stratégie définie, mais à travers un ensemble d'engagements tactiques, guidés par un mélange d'arrogance, une surestimation de leurs capacités, une propension quasi-marxiste à propager un système politique et économique qu'ils pensent être le meilleur et, surtout, une énorme incapacité à en comprendre la vraie nature.

ISRAËL

La logique de la violence islamiste, même si elle diffère profondément de la logique occidentale, est relativement simple à saisir et s'appuie sur des constantes culturelles (et religieuses) connues, qui ont une cohérence propre. La difficulté de l'Occident à rapprocher cette logique de la sienne propre génère une asymétrie, que nous définirons plus loin, et une difficulté fondamentale pour les stratèges occidentaux à maîtriser la violence. En revanche, la logique avec laquelle Israël combat le

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

droit au retour, lève son siège, démantèle les implantations [dans les territoires occupés] et relâche les prisonniers, alors il est possible pour nous Palestiniens et Arabes de faire un pas sérieux en faveur des Sionistes⁵⁵.

Il serait inexact d'assimiler la non-reconnaissance d'Israël à une volonté d'en nier l'existence, voire de l'anéantir comme le prétendent certains. Ainsi, le Hamas ne se situe pas dans une perspective de Djihad global de l'Islam contre la chrétienté ou le judaïsme. Toutefois, le lien que le gouvernement de Benjamin Netanyahu voudrait établir en définissant Israël comme « État juif » génère (à dessein ?) une ambiguïté. La Résolution 181 des Nations unies de 1947 prévoyait bien la création d'un « État juif », et donc, cette appellation ne devrait pas poser problème pour la communauté internationale. En revanche, elle constitue un obstacle pour les Palestiniens, qui ont toujours l'objectif de pouvoir retourner sur les terres qui leur ont été confisquées dès 1947 et pour qui le caractère juif de l'État leur enlèverait tous les droits. C'est pour cette raison que de nombreux intellectuels israéliens préféreraient voir Israël être l'« État des Juifs⁵⁶ ».

Il est important de noter ici que le Hamas palestinien n'a aucun lien de « parenté » doctrinal avec les mouvements terroristes islamistes actuels (comme « Al-Qaïda » ou l'État islamique), en dépit du fait que de nombreux « experts » les associent. Certes, pour tous les islamistes, la dimension religieuse est un support, une sorte de ciment, qui permet d'articuler les intérêts particuliers dans une cohérence, une sorte de substitut de fait au marxisme des groupes palestiniens des années 60-80. Mais la finalité de leurs actions est très différente : pour le Hamas, il s'agit avant tout de mener une lutte

pour un territoire ; pour « Al-Qaïda », il s'agissait de forcer les États-Unis à se retirer du Moyen-Orient ; pour l'État islamique, l'axe central de l'action est le rejet de toute intervention occidentale, auquel s'est ajouté le rejet de l'influence chiite ou iranienne (nous y reviendrons plus loin). En fait, il suffit de lire la revue officielle de l'État islamique :

Les divers chefs et branches du Hamas ont proclamé effectuer le Djihad contre les Juifs durant des années. La réalité est que cette milice est une entité nationaliste, qui adopte activement la démocratie comme vecteur du changement depuis « 2005 ». Le Hamas s'est engagé dans les élections municipales, présidentielles et législatives, a pris part dans l'élaboration des lois et l'exécution de lois écrites par l'homme. Cette idéologie démocratique a été propagée par son leadership avant même « 2005 », depuis l'époque d'Ahmed Yassine⁵⁷.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle le Hamas s'est efforcé – avec succès – de maintenir sa lutte à l'intérieur de la Palestine, aussi afin d'éviter de s'aliéner l'opinion publique internationale. Une faute qu'avaient commise les mouvements de libération palestiniens des années 60-70, prônant alors un combat internationaliste dans un cadre idéologique marxiste. Malgré les accusations répétées de collusion avec « Al-Qaïda », le Hamas s'est systématiquement distancé des tendances djihadistes qui seraient apparues en Palestine. Il en est ainsi du Jaish al-Islam, qui a été brutalement démantelé par les forces de sécurité du Hamas en septembre 2008 à Gaza et de plusieurs

groupuscules radicaux apparus dans le sillage de la montée du Djihadisme en Syrie et en Égypte, également démantelés entre 2013 et 2015. Ainsi, le 4 mai 2015, le quartier-général du Hamas a fait l'objet d'une attaque à la bombe par des militants salafistes du groupe Ansar Beit al-Maqdis, visant à faire libérer un de ses chefs arrêté par le Hamas⁵⁸. Le même mois, le magazine officiel de l'État islamique rapporte que ses forces ont attaqué le groupe Aknaf Beit al-Maqdis, la milice locale du Hamas⁵⁹ qui protège les Palestiniens dans le camp de réfugiés de Yarmouk, près de Damas en Syrie⁶⁰.

La question des frontières est d'autant plus profonde qu'en Israël certains revendiquent un territoire qui s'étendrait du Nil à l'Euphrate (« Eretz Israel »). Par ailleurs, le discours officiel israélien tend à jouer sur l'ambiguïté de la situation :

*Nous ne devons pas cesser de répéter que la cause du conflit est l'existence même de l'État d'Israël, le refus de reconnaître l'État d'Israël dans quelques frontières que ce soit*⁶¹.

Ceci aussi explique pourquoi une étude menée par le Dr Nurit Peled-Elhanan, de l'université hébraïque de Jérusalem, portant sur 6 manuels scolaires édités après les accords d'Oslo (dont plusieurs accrédités par le ministère de l'Éducation) montre que l'on apprend aux élèves la géographie d'un « Grand Israël » sans zone arabe⁶². Un enseignement conforme à une décision de la Knesset du 14 octobre 2007, qui interdit la représentation de la « Frontière Verte » comme frontière d'Israël dans les manuels scolaires⁶³.

Malgré le fait que les Palestiniens utilisent eux aussi la carte

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

américaine interdit à un militaire américain d'obéir à une autre autorité que celle du Président des États-Unis. Il en résulte des structures de conduite hybrides dès lors qu'une force américaine se trouve dans une structure multinationale. Il en était ainsi au Liban où, parallèlement à leur engagement au sein de la MNF (sous mandat des Nations unies), les Américains ont décidé d'appuyer l'armée libanaise. En avril 1983, sans grande consultation au sein de l'administration, Robert McFarlane, représentant spécial au Moyen-Orient du Président, fait engager le cuirassé *USS New Jersey* au large des côtes libanaises pour bombarder les villages libanais occupés par l'opposition – causant environ un millier de victimes civiles et innocentes. Ce sont ces bombardements qui sont à l'origine des attentats menés à titre de représailles (et ce, contre des militaires uniquement). Il est intéressant de noter que le commandement américain avait renoncé à élever le niveau d'alerte de son contingent de maintien de la paix après ces bombardements, afin de souligner le fait que les militaires de la MNF étaient distincts des forces américaines qui combattaient par ailleurs au Liban⁸⁸. C'est exactement la même erreur qui conduira au désastre de Mogadiscio en Somalie 10 ans plus tard, et qui contribuera à l'insuccès de la mission de stabilisation en Afghanistan 30 ans plus tard.

Les deux attaques terroristes restent encore à ce jour attribuées au Hezbollah. Pourtant, aucune information sérieuse ne confirme cette responsabilité, comme devait le dire l'ancien secrétaire à la Défense de l'époque, Caspar Weinberger, dans une interview donnée en septembre 2001 :

[...] Nous ne savons toujours pas qui a effectué l'attentat à la bombe contre la caserne des Marines à l'aéroport de

*Beyrouth, et nous ne le savions certainement pas à ce moment-là*⁸⁹.

Le Hezbollah n'apparaîtra que 2 ans après les attentats de Beyrouth, en 1985⁹⁰, avec l'aide de l'Iran, afin de protéger les intérêts de la communauté chiite et de reconstruire le Sud-Liban. Cette protection s'articule en volet social et militaire. Le volet social comprend des organisations d'entraide – comme le Djihad al-Binah (« Effort pour la reconstruction »), spécialisé dans la reconstruction des infrastructures, ou le Mou'assat al-Shahid (« Institution du martyr »), qui vient en aide aux victimes physiques et sociales de la guerre. Ce sont les structures du Hezbollah qui ont reconstruit le réseau routier du Sud-Liban, construit et géré 5 hôpitaux, 14 cliniques et 12 écoles, avant que les Israéliens détruisent ces infrastructures en 2006. La structure militaire est principalement composée d'une organisation de résistance militaire territoriale (al-Muqawamah). Cette structure d'auto-défense a été formée par les unités territoriales du ministère de l'Intérieur iranien, les unités Al-Quds. Souvent qualifiée de « terroriste » par les pays anglo-saxons et Israël⁹¹, elle est structurée comme une organisation défensive. C'est d'ailleurs l'amère expérience qu'en a faite l'armée israélienne lors de son intervention en 2006 ; elle n'avait pas su détecter le réseau complexe de tranchées et fortins défensifs construits par le Hezbollah en prévision d'une invasion israélienne. Ici encore, le renseignement israélien a été victime d'une véritable surprise stratégique.

La position du Hezbollah à l'égard d'Israël est certes empreinte d'une certaine solidarité avec le peuple palestinien, mais ses objectifs sont clairement distincts. Ainsi, les chiites libanais n'ont pas de revendications territoriales en Israël

même : il s'agit avant tout de la libération du territoire libanais de toute présence israélienne. Alors que l'on affirme qu'Israël s'est retiré du Sud-Liban en 2000, la réalité est plus nuancée : Israël non seulement a conservé le secteur des « Fermes de Chebaa » aux confins d'Israël, du Liban et de la Syrie, mais de nombreux petits secteurs de la frontière israélo-libanaise n'ont pas été restitués au Liban. C'est dans l'une de ces petites bandes de terre conservées par Israël – mais revendiquées par le Liban – que le Hezbollah avait enlevé des soldats israéliens en patrouille, déclenchant ainsi la guerre de juillet 2006 (Harb Tamouz).

Le problème israélo-palestinien est généralement compris comme un problème israélo-arabe, dans lequel l'Iran (perse) n'a pas de place :

Le prince Turki al-Faysal a des mots durs à l'égard de l'Iran, disant que ce pays à prédominance perse n'a rien à faire avec la paix israélo-palestinienne : « C'est une affaire arabe qui doit être résolue dans le giron arabe⁹². »

Le soutien à la rébellion syrienne

Dans la crise syrienne qui éclate en 2011, deux aspects influencent la position israélienne. Le premier est le simple fait que la Syrie est formellement encore en guerre avec l'État hébreu. Les tentatives de paix amorcées à la fin 1999, sous le Premier ministre Ehud Barak, et qui ont presque abouti à une restitution (partielle) du Golan à la Syrie, sont un lointain souvenir. Le second est la montée de l'Iran dans l'image de l'ennemi d'Israël et dont l'alliance avec la Syrie est perçue

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

mouvements chiites, en accroissant *ipso facto* l'importance de l'Iran. Cette nouvelle donne a créé la perception d'un « encerclement » chiite autour du cœur de l'Islam sunnite. Or c'est contre le risque d'un tel encerclement que les monarchies du Golfe avaient créé le Conseil de coopération du Golfe (CCG) en mai 1981 et en soutenant la guerre irakoïranienne. Les révolutions arabes de 2010-2011 visent en premier lieu à briser cet encerclement et à restaurer la primauté du sunnisme dans la région.

Toutes ces explications doivent conduire à une constatation : entre incompréhension et désinformation, il reste un très grand potentiel de dialogue avec l'Iran. La rhétorique propre aux cultures du Moyen-Orient utilise plusieurs niveaux de lecture et il serait faux d'y voir systématiquement des velléités guerrières. Cela n'exclut pas la vigilance, mais devrait réfréner un discours occidental qui a plutôt tendance à envenimer le climat. Dans cette perspective, le rôle des États-Unis est central et pourrait contribuer à assouplir les positions, à condition que le dialogue qui a été engagé se poursuive après le mandat du Président Obama et s'effectue sans condescendance et sans se transformer en un « diktat » occidental.

LA TURQUIE

La Turquie est un grand pays dans de multiples sens : géographique, culturel et historique, pour ne mentionner que ceux-ci, et il en retire une fierté légitime. Sa volonté de s'affirmer comme un pays européen, à la fin de la Première Guerre mondiale, s'est heurtée dès le début à un certain dédain de la part des Européens pour ce pays alors encore en voie de développement, et à une hostilité liée au traitement de la

minorité arménienne durant la guerre.

Accueillie avec enthousiasme au sein de l'OTAN durant la guerre froide, en raison de sa position stratégique sur le flanc sud de l'Union soviétique et gardienne des détroits gouvernant l'accès à la Méditerranée, la Turquie a vu son image européenne se dégrader dès la fin de la guerre froide. Une présence immigrée importante en Europe et la montée générale de la conscience islamique dans le monde ont généré des opinions très marquées et divergentes sur son entrée au sein de l'Union européenne.

Sa situation géographique de carrefour entre le monde chrétien et le monde musulman, entre le monde européen et le monde asiatique, entre le monde méditerranéen et l'Asie centrale, et entre modernité et archaïsme, en fait un pays complexe et mal compris en Europe.

Dans ce contexte, la Turquie a toujours perçu l'unité nationale comme un facteur critique de survie et de succès, où l'intégration des diverses minorités qui la composent constitue un enjeu national ; tandis qu'au plan international l'instrumentalisation de ces mêmes minorités alimente les ambitions régionales de ses voisins, comme cela a été le cas pour les Kurdes. Par ailleurs, stimulée par une politique américaine maladroite, et ignorée par une Europe centrée sur ses propres enjeux, l'affirmation croissante d'une identité islamique touche tout le Proche et Moyen-Orient dès le début des années 90 et affecte également la Turquie. Cette évolution vient se superposer à un nationalisme musulman latent, qui bouscule la laïcité voulue par le fondateur de la Turquie moderne, Mustafa Kemal Atatürk, comme un fondement de la république. Entre un séparatisme kurde imprégné de marxisme et la montée d'un islamisme qui ne cache pas ses sympathies pour la résistance irakienne, la marge de manœuvre du gouvernement turc est étroite.

Les Kurdes sont les lointains héritiers de l'empire mède. Un État indépendant leur avait été promis par le Traité de Sèvres (10 août 1920), mais ils ne l'ont jamais eu en raison de la victoire de Mustafa Kemal Atatürk contre la Grèce, qui a conduit au Traité de Lausanne (24 juillet 1923), lequel morcelle le Kurdistan entre les divers pays de la région alors sous contrôle des Européens. L'Union soviétique, qui perpétue la rivalité ancestrale entre la Russie orthodoxe et les Ottomans, et qui est engagée dans une lutte féroce contre les insurgés musulmans en Asie centrale et dans le Caucase (« Basmatchis »), soutient les Kurdes dans leur combat pour l'indépendance. Il en résulte une lutte armée kurde à forte composante communiste et révolutionnaire, qui sera instrumentalisée et soutenue par l'Union soviétique jusqu'à la fin de la guerre froide, et qui conservera ses aspirations marxistes jusqu'à nos jours.

Les Kurdes partagent avec les Turcs une solide réputation de combattants déterminés, tenaces et endurants. Ce n'est donc pas un hasard s'ils sont aujourd'hui les protagonistes les plus fiables et les plus efficaces dans la lutte contre la poussée islamiste en Irak et en Syrie. Mais leur aspiration à un État indépendant pourrait bien se heurter à terme à un Occident qui soutiendrait l'intégrité territoriale de la Turquie.

La Turquie a toujours eu un rôle particulier et considérable au sein du dispositif stratégique occidental : il est le seul pays musulman de l'OTAN, le seul pays de l'OTAN situé sur le continent asiatique, le seul pays de l'OTAN qui était limitrophe de l'URSS¹²³ et le seul pays en mesure de fermer l'accès à la Méditerranée à la Flotte Soviétique. Les bases aériennes des États-Unis qui y sont implantées constituent un tremplin indispensable à leur dispositif de projection des forces vers l'Asie centrale et le Moyen-Orient.

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

- between Israel and Syrian rebels », *The Jerusalem Post*, 7 décembre 2014.
14. Herb Keinon, « Netanyahu visits IDF field hospital for Syrians », *The Jerusalem Post*, 18 février 2014.
 15. « Israeli Airstrikes Escalate Tensions with Syria », *The Associated Press*, 19 mars 2014.
 16. *Ibid.*
 17. Herb Keinon, « Israel wanted Assad gone since start of Syria civil war », *The Jerusalem Post*, 17 septembre 2013.
 18. Diah Hadid & Anne Barnard, « Commander of Hezbollah Freed by Israel Is Killed in Syria », *The New York Times*, 20 décembre 2015.
 19. Interview de Robert Baer, ex-agent de la CIA, « Iran Must be an International Player », www.roozonline.com
 20. Shlomo Ben-Ami, ancien ministre israélien des Affaires étrangères, *Le Figaro*, 19 septembre 2007.
 21. CNN, « Bush: U.S. probes possible Iran links to 9/11 », 19 juillet 2004.
 22. James Fallows, « Will Iran Be Next? », *The Atlantic*, décembre 2004.
 23. Mike Allen, « Iran 'Will Be Dealt With,' Bush Says », *The Washington Post*, 22 avril 2004.
 24. Philip Giraldi, « Attack on Iran: Preemptive Nuclear War », *The American Conservative*, 2 août 2005.
 25. « Sharon says U.S. should also disarm Iran, Libya and Syria », *Haaretz*, 30 septembre 2004.
 26. Paul K. Kerr, *Iran's Nuclear Program: Tehran's Compliance with International Obligations*, US Congressional Research Service, 14 janvier 2016, p. 8 et p.11.
 27. Seumas Milne, Ewen MacAskill & Clayton Swisher, « Leaked cables show Netanyahu's Iran bomb claim contradicted by Mossad », *The Guardian*, 23 février 2015.
 28. « Mossad, CIA Agree Iran Has Yet to Decide to Build Nuclear Weapon », *Haaretz*, 18 mars 2012.
 29. <http://www.un.org/press/en/2012/sc10666.doc.htm>
 30. Karen DeYoung & Scott Wilson, « Goal of Iran sanctions is regime collapse, U.S. official says », *Washington Post*, 13 janvier 2012.
 31. Watch Stahl, « Ex-Mossad chief: Iran rational; don't attack now », *CBS News*, 11 mars 2012.
 32. Voir memri.org/bin/articles.cgi?Page=archives&Area=sd&ID=SP101305
 33. « En voie de radicalisation, l'Iran veut "rayer" Israël de la carte », *Le Monde*, 27 octobre 2005.

14. Jonathan Steele, « Lost in Translation », *The Guardian*, 22 juin 2006.
15. memri.org, *op. cit.*
16. Discours du président Sarkozy à la Knesset, *Le Figaro*, 20 juin 2008.
17. Brian Whitaker, « The strange affair of Karine A », *The Guardian*, 21 jan-vier 2002.
18. *BBC News*, 22 février 2006.
19. Aux États-Unis, le « Presidential Finding » est un décret présidentiel, équivalent à l'« Executive Order ». À la différence de l'*Executive Order*, le *Presidential Finding* ne doit pas être publié dans le *Registre Fédéral* des décisions exécutives. (CRS Report for Congress, Harold C. Relyea, *Presidential Directives : Background and Overview*, mis à jour 23 avril 2007).
20. *Foreign Terrorist Organizations*, Bureau of Counterterrorism, US Department of State (<http://www.state.gov/j/ct/rls/other/des/123085.htm>)
21. *Saddam Hussein's Support for International Terrorism*, The White House, (<http://georgewbush-whitehouse.archives.gov/infocus/iraq/decade/sect5.html>). Le MeK a été retiré de la liste des mouvements terroristes du Département d'État américain le 28 septembre 2012 afin de permettre aux États-Unis et à la Grande-Bretagne de collaborer avec lui pour mener des actions clandestines en Iran. (<http://www.state.gov/r/pa/prs/ps/2012/09/198443.htm>)
22. Seymour Hersh, « Preparing the Battlefield », *The New Yorker*, 7 juillet 2008.
23. Mis à part l'extrême nord de la Norvège, lui aussi limitrophe de l'URSS, mais dans une zone considérablement moins critique.
24. Shiv Malik, « Support for Isis stronger in Arabic social media in Europe than in Syria », *The Guardian*, 28 novembre 2014.
25. Berkay Mandiraci, « Islamic State's Threat to Turkey », *International Crisis Group*, 19 octobre 2015 (<http://blog.crisisgroup.org/europe-central-asia/2015/10/19/islamic-states-threat-to-turkey/>).
26. « Veiled threats », *The Economist*, 6 décembre 2003
27. Pierre Servent, *Extension du domaine de la guerre*, Robert Laffont, Paris, 2015, pp. 98-104.
28. Seymour M. Hersh, « The Redirection », *The New Yorker*, 5 mars 2007.
29. *Dar al-Islam Magazine*, n° 7, novembre 2015 (Safar 1437), p. 38.

« Al-Qaïda », le mythe fondateur

LES RACINES HISTORIQUES

Ce que l'on appelle communément aujourd'hui « Al-Qaïda » est un des éléments centraux du prisme à travers lequel est perçue la menace terroriste – qui trouve aujourd'hui son apex dans l'État islamique. Si le terrorisme islamiste est une réalité depuis un quart de siècle, sa compréhension en Occident reste extrêmement mauvaise. Nous n'en avons pas compris la genèse, le fonctionnement, la logique, les motivations et, par voie de conséquence, la manière de le maîtriser. En réalité, nous y réagissons de manière émotionnelle, sans réflexion et sans stratégie : exactement comme le souhaitent les terroristes. C'est la raison pour laquelle, depuis 1990, le terrorisme n'a fait que croître, sans qu'aucune guerre ni aucune technologie ne l'ait stoppé, affectant même les valeurs qui font la grandeur de la démocratie, comme la liberté individuelle, le droit à la vie privée, ou la liberté d'expression.



La naissance et le développement de ce que l'on appelle « Al-Qaïda » sont irrémédiablement associés à la personne d'Oussama Ben Laden. Et pourtant, aucun groupe terroriste du nom d'« Al-Qaïda » n'a jamais été créé, ni par Oussama Ben Laden, ni par quiconque. Comme le confirme l'intéressé lui-même dans une interview donnée à la chaîne de télévision *Al-Jazira* en octobre 2001, mais jamais diffusée en Occident¹.

Oussama Ben Laden (Oussama Bin Muhammad ben Awad) est né en 1957, 17^e des 52 enfants d'un riche entrepreneur saoudien. Ingénieur en génie civil, il s'engage dès 1979 en

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

LA DIMENSION ASYMÉTRIQUE DU DJIHADISME

Les attentats de Madrid et Londres

Ce sont les interventions américaines et britanniques, avec leurs alliés en Afghanistan et en Irak en 2001 et 2003, qui apportent une rationalité concrète au combat des Djihadistes, non seulement en leur offrant une cohérence stratégique, mais aussi en plaçant les attentats dans une logique de résistance armée à des invasions clairement illégales et largement illégitimes. Les attentats les plus marquants de cette période, à savoir ceux de Madrid (11 mars 2004) et de Londres (7 et 21 juillet 2005)³⁰ étaient clairement destinés à provoquer un retrait des forces engagées en Afghanistan et en Irak³¹.

En Espagne, en pleine période électorale, le gouvernement Aznar ne peut se permettre de remettre en question sa politique de soutien inconditionnel des États-Unis en Irak, et rejette immédiatement la responsabilité des attentats sur les Basques. Mais la population n'est pas dupe et le résultat des élections est sans appel et amènera l'opposition au pouvoir, qui décidera le retrait des forces espagnoles d'Irak, et provoquera le retrait du Honduras. Du point de vue des Djihadistes, l'attentat de Madrid est une « opération de dissuasion », qui reste considérée comme un succès stratégique³², même si l'analyse *a posteriori* montre que ce succès est moins dû aux terroristes eux-mêmes qu'à l'incapacité du gouvernement espagnol de l'époque de gérer une situation de type asymétrique.

Le 17 mars 2004, quelques jours après le terrible attentat de Madrid, la revendication des brigades d'Abou Hafs al-Masri qui

parvient au journal *Al-Quds al-Arabi*, annonçant de futures actions terroristes contre certains pays occidentaux, illustre parfaitement le caractère asymétrique du conflit qui s'installe :

*[...] une opération d'envergure [aux États-Unis] détruira ton administration. Nous ne souhaitons aucunement ta défaite aux élections [...] nous voulons ta victoire, Bush le criminel*³³.

Paradoxalement, le mouvement terroriste avoue ainsi qu'il a besoin d'un adversaire déterminé pour légitimer son combat... alors qu'ironiquement le président Bush est présenté lors de la Convention républicaine à la fin août 2004, comme le champion de la lutte contre le terrorisme ! On a ici l'illustration de cette situation particulière des conflits asymétriques, où les succès tactiques, obtenus par l'un des adversaires, alimentent l'avantage stratégique de l'autre. Censée contribuer à la lutte contre le terrorisme, l'intervention américaine en Irak a fait apparaître de nouveaux groupes terroristes et forgé une nouvelle légitimité aux extrémistes islamistes. Nous sommes ici au cœur du phénomène djihadiste, que nous ne parvenons pas à comprendre et à inclure dans nos réflexions stratégiques.

Il est probable que le succès de l'attentat de Madrid a été l'une des sources d'inspiration pour les attentats de Londres un an plus tard, même s'il n'y a pas de liens formels entre les deux. À cette époque, les Britanniques ne sont pas convaincus par l'engagement de Tony Blair aux côtés du président américain en faveur d'une intervention en Irak. Le 15 février 2003, la manifestation contre la guerre la plus importante jamais organisée à Londres aurait réuni 2 millions de manifestants selon ses organisateurs³⁴. Cette opposition populaire à la guerre

constitue une opportunité pour la résistance irakienne et les Djihadistes qui vont chercher à provoquer un retrait britannique.

Mais un retrait sous la pression des attentats est un pari dangereux. L'enchaînement des événements après Madrid a certainement conduit à une décision juste au plan moral, mais pas nécessairement au plan opérationnel, car elle a créé un précédent incitant les terroristes à répéter le processus afin d'influencer les gouvernements par l'action violente. Dix ans plus tard, le président François Hollande se trouvera devant le même problème, mais le risque de déprécier la crédibilité déjà vacillante de son gouvernement le poussera à s'engager davantage dans la spirale de la violence.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement de Tony Blair cherchera à « déconnecter » les attentats et tentatives d'attentat de la guerre en Irak, et à faire passer les terroristes comme des victimes de troubles mentaux et sociaux³⁵. Pour-tant, la vidéo de revendication de Mohammed Siddique Khan, explique très clairement que l'attentat du 7 juillet est motivé par la guerre en Irak :

[...] et nos mots n'ont pas d'impact sur vous, c'est pourquoi nous allons parler le langage que vous comprenez. Nos mots sont vides tant que nous ne leur donnons pas vie avec notre sang.

Je suis sûr qu'à ce moment les médias auront déjà dépeint une image appropriée de moi, cette machine de propagande prévisible va donner un tour favorable au gouvernement et effrayer les masses pour qu'elles se conforment à des agendas de pouvoir et obsédés par les richesses.

Moi et des milliers comme moi abandonnent tout pour ce en quoi ils croient. Notre motivation ne vient pas des biens tangibles que ce monde peut offrir.

Vos gouvernements démocratiquement élus perpétuent continuellement des atrocités contre mon peuple dans le monde entier. Et votre soutien pour eux

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

occidentale aurait dû pousser son offensive jusqu'à Bagdad en 1991, Richard (Dick) Cheney, secrétaire à la Défense lors de la guerre répondit :



Non [...] Si vous renversez le gouvernement central en Irak, vous verrez facilement l'Irak voler en éclats. Les Syriens en voudront une partie à l'Ouest, les Iraniens en réclameront la partie orientale pour laquelle ils ont combattu durant 8 ans.

Au Nord, vous avez les Kurdes, et les Kurdes peuvent se joindre avec les Kurdes turcs et menacer l'intégrité territoriale de la Turquie. Envahir l'Irak est un cauchemar¹⁴.

énumérant ainsi les problèmes qu'il rencontrera 10 ans plus tard, comme vice-président des États-Unis, après avoir prôné exactement l'inverse !

La naissance d'une doctrine djihadiste

Après DESERT STORM, les forces britanniques et américaines, stationnées en Arabie saoudite et au Koweït, assurent la surveillance de l'embargo décrété par les Nations unies. Aux yeux de l'opinion publique arabe, non seulement l'intervention coalisée contre l'Irak avait une légitimité douteuse, mais le maintien de la présence occidentale en Arabie saoudite après la guerre n'avait pas de raison d'être pour une large frange de la population arabe, et des islamistes en particulier.

Les autorités saoudiennes s'inquiètent des effets de cette

présence et du risque qu'elle ne réveille les mouvements islamistes. Lors de son adresse au Congrès, le 6 mars 1991, le Président Bush annonce clairement que les troupes américaines seront retirées d'Arabie saoudite. Pourtant, 24 000 militaires resteront sur place. Les États-Unis tenteront à plusieurs reprises d'obtenir l'autorisation des Saoudiens pour augmenter ce nombre, mais ces derniers souhaitent au contraire en limiter l'étendue et les prérogatives conformément aux accords de coopération de 1977¹⁵. Finalement, une date butoir est fixée en 1995, qui ne sera toujours pas respectée. C'est à ce moment que les attentats terroristes contre les États-Unis commenceront.

Les exigences saoudiennes de retrait seront réitérées à plusieurs reprises, afin d'inciter les Américains à tenir leur promesse. Mais, par ignorance ou par arrogance, l'Amérique méprise ces demandes, nourrissant ainsi l'opposition saoudienne islamiste qui gagne en popularité en soulignant la « complaisance » des autorités. Le 13 novembre 1995, un attentat à la bombe frappe la Garde nationale saoudienne et la Vinnell Corporation, une compagnie privée américaine, chargée de former les militaires saoudiens. L'attentat est alors revendiqué par deux organisations de l'opposition radicale saoudienne – les Tigres du Golfe et le Mouvement islamique pour le changement¹⁶ – et marquera le début d'une série d'attentats anti-américains dans la région.

À ce stade, l'opposition islamiste en Arabie saoudite est forte et le gouvernement craint d'être débordé « par sa droite », qui est également représentée au sein même de l'élite dirigeante. Oussama Ben Laden n'est alors que l'un des représentants de cette opposition radicale. En août 1996, il publie une « Déclaration de Guerre » contre les États-Unis, considérés comme des occupants illégitimes du territoire d'Arabie saoudite.

Il n'est plus actuel et plus acceptable de clamer que la présence des Croisés est une nécessité et seulement une mesure temporaire pour protéger [l'Arabie saoudite], spécialement si les infrastructures civiles et militaires de l'Irak ont été sauvagement détruites¹⁷ [...]

Après l'attentat de juin 1996 contre les tours Khobar, Oussama Ben Laden est expulsé du Soudan sous la pression des États-Unis. Il se réfugie en Afghanistan, dans la région de Kandahar, où il poursuit sa lutte contre la présence américaine en Arabie saoudite. Avec un bémol toutefois, car dès 1998, les Taliban lui imposent comme condition, pour rester dans le pays, de n'entreprendre aucun acte d'agression contre les États-Unis¹⁸ ; et comme nous l'avons vu, rien n'indique que Ben Laden ait rompu cet accord. Pourtant, les efforts des Taliban n'empêcheront pas les États-Unis d'attaquer en octobre 2001, ce qui alimentera l'idée que la capture de Ben Laden n'était qu'un prétexte pour mener une Croisade.

Au début 1998, Ben Laden crée un mouvement, nommé « Front islamique mondial pour le combat contre les Juifs et les Croisés » (Al-Jabhah al-Islamiya al-'Alamiyah li-Qital al-Yahud wal-Salibiyyin), qui rassemble plusieurs groupes djihadistes, dont les motivations sont énoncées dans une déclaration (« fatwa ») du 23 février 1998 :

Premièrement, depuis plus de 7 ans les États-Unis occupent la terre d'Islam dans sa partie la plus sainte, la péninsule arabique, pillant ses richesses, imposant leur volonté aux dirigeants, humiliant sa population,

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Président Carter signe une directive qui autorise la CIA à appuyer les moudjahidines en Afghanistan par des opérations psychologiques clandestines et un soutien matériel⁴⁰. C'est le début de l'Opération CYCLONE, qui bénéficiera d'un budget de 4 milliards de dollars⁴¹ et par laquelle la CIA équipera les islamistes afghans. La brutale montée de la violence islamiste qui en résulte déborde dans les républiques méridionales de l'URSS et provoque le coup d'État d'Hafizullah Amin à Kaboul en septembre 1979. C'est cette situation qui force l'Union soviétique à intervenir en décembre 1979, provoquant le début d'une guerre de 10 ans.

Dans un premier temps (jusqu'en 1983), les Soviétiques déploient au pied levé leur 40^e armée, configurée pour une guerre conventionnelle et mal préparée pour un combat de contre-insurrection : leurs pertes sont élevées et leurs résultats maigres. Progressivement, la 40^e armée est totalement restructurée et, dans un second temps (dès 1983), adopte de nouveaux concepts opératifs : les unités blindées ont été supprimées et son ossature est désormais constituée d'artillerie, d'unités de transmissions, de forces spéciales et d'hélicoptères. L'autonomie des petites unités indépendantes est accrue, l'intégration des moyens de combat est améliorée, provoquant assez rapidement une diminution des pertes et une augmentation de l'efficacité opérationnelle⁴². À tel point que les États-Unis décident dès 1986 de fournir à la résistance afghane des missiles antiaériens portables Stinger dans le cadre de l'Opération CYCLONE. En tout, quelque 2300 missiles seront fournis. L'objectif des Soviétiques est de maintenir le gouvernement du président Amin et, après les tentatives infructueuses de prendre le contrôle de certaines vallées au début des années 80, ils se contenteront de superviser les principaux axes routiers et les

grandes villes. Ils abandonnent ainsi les vallées aux moudjahidines soutenus par l'Ouest, qui développeront la culture industrielle de l'opium pour se financer, en l'absence d'investissements gouvernementaux, dans une politique agricole cohérente. D'un autre côté, comme auparavant les Français en Indochine et les Américains au Laos et en Amérique du Sud face aux guérillas communistes, les Occidentaux peuvent ainsi s'appuyer sur la loyauté des « seigneurs de la guerre » vivant du trafic de la drogue.

En 1989, lorsque les Soviétiques quittent le pays, les multiples groupes de moudjahidines, qui ne sont plus unis par un ennemi commun, règlent leurs comptes entre eux et luttent pour le pouvoir. Des dizaines de mouvements insurrectionnels du sous-continent indien se retrouvent rapidement en possession des armes fournies par les Américains. Il en est ainsi des 200-300 Stingers non utilisés qui ont une histoire incertaine et arriveront dans les mains de divers groupes terroristes, en Iran, aux Philippines et au Tadjikistan⁴³.

À cette époque, l'Afghanistan – et plus particulièrement sa capitale – est livré aux combats entre factions. Comme souvent, les luttes fratricides sont les plus brutales et les plus cruelles. Les lynchages et exécutions publiques – parfois même dans un luxe de cruauté – sont quotidiens⁴⁴. C'est dans cette atmosphère que les Taliban (« Étudiants en religion »), partis du sud, conquièrent rapidement et pratiquement sans combat l'ensemble du pays, à l'exception du nord qui reste alors dans les mains du Tajik Ahmed Shah Massoud.

Les Taliban

D'origine sunnite, le mouvement des Taliban est apparu en septembre 1994 et est issu des écoles coraniques du sud de

l'Afghanistan. Il se veut rassembleur des différentes ethnies, tendances religieuses et familles politiques qui avaient fait de la résistance afghane un amalgame hétéroclite de tendances souvent opposées. Afin d'atteindre leur objectif d'unification de l'Afghanistan, les Taliban ont basé leur doctrine sur une approche fondamentaliste. Leur conquête de l'Afghanistan depuis la région de Kandahar s'effectue avec un large soutien populaire. Dès leur installation au pouvoir, ils mettent en place un régime rigoureux, qui a pour objectif – dans un premier temps tout au moins – de rétablir la paix civile et l'ordre, supprimer le factionnalisme et permettre la gestion de l'État.

Le régime de la charia – la loi islamique – est imposé et appliqué sévèrement. Et même si la corruption, endémique et enracinée dans la culture afghane, subsiste, le pouvoir des seigneurs de la guerre locaux est réduit et les péages locaux sont supprimés. Le mouvement reçoit un assez large soutien populaire, principalement parce qu'il apporte une forme de sécurité et élimine l'anarchie et l'arbitraire qui régnaient sous le pouvoir des milices. Toutefois le nouveau gouvernement taliban ne parvient pas à obtenir la reconnaissance internationale qui permettrait un développement du pays⁴⁵. Ses représentations diplomatiques à l'étranger, y compris aux Nations unies, restent aux mains de l'opposition de l'Alliance du Nord, et ne contribuent pas à générer le soutien international nécessaire.

À la fin 1999, sous la pression extérieure, les Taliban acceptent d'interdire la culture de l'opium, pourtant source de revenus importante depuis que la guerre avec les Soviétiques a empêché tout effort pour le développement agricole dans les zones montagneuses et fait de l'opium une lucrative exploitation de substitution. Un décret interdisant la culture d'opium est publié le 27 juillet 2000. En 2000, les surfaces cultivées

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

caractéristiques d'un problème intérieur aux USA, mais sa coïncidence avec les événements de septembre 2001 a orienté les recherches des services de renseignement vers l'Irak et les réseaux « Al-Qaïda ». Or, la nature des objectifs et la séquence des attaques dans le temps, de même que la nature des souches d'anthrax, tendaient à exclure l'implication de l'Irak, qui avait pourtant été montré du doigt par le Federal Bureau of Investigation (FBI) américain, et dont on avait évoqué les liens avec des agents d'« Al-Qaïda⁷⁴ ». Le 28 octobre, le FBI annonçait l'abandon des investigations en relation avec le réseau « Al-Qaïda » et la réorientation de son enquête sur une piste criminelle américaine.

Après le 11 Septembre, l'Irak devient pour les États-Unis la cause de toutes les activités terroristes dans le monde. Alors que, dans les semaines qui ont suivi le « 11 Septembre », le public américain n'y avait pas immédiatement associé l'Irak ; début 2003, 44 % des Américains estimaient que les terroristes étaient irakiens, tandis que 45 % étaient convaincus que Saddam Hussein était personnellement impliqué dans ces attentats⁷⁵.

Le message alors martelé par le président George Bush et les membres de son administration imprime dans la tête des Américains l'idée d'un lien organique entre le terrorisme et Saddam Hussein. Le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld affirme détenir les preuves « irréfutables » de l'implication de l'Irak dans le 11 Septembre⁷⁶. C'est évidemment un mensonge éhonté : on sait aujourd'hui que ces liens sont sortis de l'imagination de l'administration Bush⁷⁷. Pourtant, malgré la publication du rapport de la commission d'enquête du Congrès qui souligne l'absence de liens entre l'Irak et « Al-Qaïda », le vice-président Richard (Dick) Cheney persiste dans une interview avec *CBS News* en 2004 :

Il y avait clairement une relation. Nous avons témoigné à ce sujet. Les preuves sont accablantes [...] « La presse, avec tout le respect que je lui dois est souvent paresseuse, et souvent ne publie que ce que quelqu'un d'autre a dit sans effectuer son travail⁷⁸. »

avant de faire marche arrière en 2009, dans une interview avec *NBC News*, où il déclare qu'il n'y a jamais eu aucun lien entre l'Irak et les terroristes djihadistes⁷⁹.

Si aujourd'hui la manipulation liée aux armes de destruction massive apparaît comme une raison majeure pour l'intervention américaine en Irak, l'importance du lien fabriqué entre l'Irak et les auteurs des attentats du 11 Septembre ne doit pas être sous-estimée. En fait, pour une majorité d'Américains, ce lien était une raison beaucoup plus valable d'intervenir en Irak que les armes de destruction massive. Au final, non seulement l'intervention en Irak a été soutenue par 72 % des Américains, qui n'ont rien compris à la guerre dans laquelle ils s'engageaient, mais la cote de popularité du président Bush a bondi à la fin mars 2003 pour atteindre 71 % d'opinions positives⁸⁰. Les mêmes causes ayant les mêmes effets, c'est le même mécanisme que l'on observera en France en 2015.

Caprices américains – Incapacité européenne

L'imposture des armes de destruction massive irakienne, qui a fourni le prétexte pour l'invasion américaine, a été très largement couverte dans les médias et la littérature. La publication de faux rapports, le choix délibéré d'accorder un crédit indu à des sources dont on savait déjà à ce moment

qu'elles n'étaient pas fiables, et la distorsion volontaire de faits qui étaient tous déjà connus et n'ont pas changé depuis 2002, font de l'intervention des États-Unis (et de leurs alliés⁸¹) une entreprise illégale, illégitime, et de nature criminelle. Nous n'y reviendrons donc pas ici. Dans les faits, le président des États-Unis et ses acolytes voulaient attaquer l'Irak déjà bien avant le 11 Septembre, et ils ont tout mis en œuvre pour y parvenir.

Le 11 septembre à 12 heures déjà, dans le National Military Command Center, alors que le directeur de la CIA évoque l'interception d'une conversation téléphonique d'Oussama Ben Laden pour désigner le coupable, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld déclare que l'information est « vague », « pourrait ne rien signifier du tout » et être une « base trop fragile pour y accrocher son chapeau » ; l'idée de riposter sur l'Irak est déjà présente. Dans le journal qu'il est chargé de tenir, l'un des assistants du ministre prend note de l'ordre de préparer des frappes sur l'Irak, avec la recommandation suivante :

Allez-y massivement ! Balayez tout, que cela soit lié [à l'attentat] ou non⁸² !



Le 12 septembre 2001, lors d'une réunion de travail pour déterminer la nature de la réponse à apporter au 11 Septembre, et alors que l'on évoque le bombardement des infrastructures afghanes d'« Al-Qaïda », Donald Rumsfeld répond qu'il n'y a pas assez d'objectifs en Afghanistan pour une campagne de bombardements et qu'il faut donc bombarder l'Irak! Le chef de la lutte antiterroriste, Richard Clarke, lui fait alors remarquer que l'Irak n'est pour rien dans cette affaire « mais cela n'a fait aucune différence⁸³ ».

L'éthique n'y trouve certes pas son compte, mais il faut

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

été distribués¹¹⁰. Notons ici qu'en Afghanistan, la situation n'est guère meilleure. De fait, les États-Unis ne sont pas en mesure de dire exactement où sont les quelque 465 000 armes légères distribuées aux forces armées afghanes et autres factions « amies », selon un rapport d'audit de l'inspecteur-général spécial pour la reconstruction de l'Afghanistan¹¹¹, publié en juillet 2014¹¹².

La « stratégie » du général Petraeus, appliquée dès 2007, basée sur le financement de milices sunnites locales, a souvent été qualifiée de novatrice et de « solution ». En réalité, il n'en est rien. Le fait d'exploiter les rivalités et loyautés locales pour régler des problèmes d'insurrection est vieux comme le monde et avait déjà été utilisé au Vietnam et au Laos par les Français, puis par les Américains, avec succès. La différence – et non des moindres – est qu'en Irak les loyautés ne s'articulent plus autour d'une idéologie politique, du pouvoir des tribus ou de l'argent, mais autour de rapports de force entre communautés religieuses, ce que les stratèges américains n'ont pas compris. Ainsi, dans leur volonté de « diviser pour régner » les États-Unis ont distribué très libéralement des armes à divers groupes armés sunnites, qui seront connus collectivement sous le nom de « Mouvement du Réveil » ou des « Fils d'Irak ». Ceux-là mêmes qui constitueront la base de ce qui deviendra plus tard l'État islamique.

L'incapacité des Américains à remettre en place un régime dont l'autorité se positionne au-dessus des nombreux clivages de la société irakienne a provoqué un déplacement des enjeux du domaine politique vers le domaine religieux. Comme on l'avait observé en Palestine après la chute du monde communiste – qui soutenait jusqu'alors la cause palestinienne –, l'élément fédérateur est devenu la religion, alimenté par un

communautarisme latent que le régime de Saddam Hussein était parvenu à contenir par la force. Ce déplacement du curseur sur un logiciel religieux a été totalement sous-estimé par les stratèges américains, ce qui était logique puisqu'ils n'avaient pas su en tirer les conclusions 10 ans auparavant. Ainsi, les combattants nouvellement équipés par les États-Unis se sont assez rapidement retrouvés dans une opposition armée¹¹³, faisant réapparaître ces armes dans les mains de combattants islamistes.

Cette polarisation des forces en présence le long de clivages religieux est catastrophique pour les populations chrétiennes et autres minorités, qui constituaient l'une des richesses culturelles et humaines de cette région. Ainsi, par une cruelle ironie de l'Histoire, la lutte contre l'islamisme déclenchée par les « bigots » chrétiens américains a conduit à la perte des chrétiens d'Orient.

Sous Saddam Hussein, il y avait 1 million de chrétiens protégés par la loi en Irak. Depuis l'invasion, un demi-million a fui ou a été tué¹¹⁴.

LA GUERRE EN LIBYE

Les diverses révolutions dites « citoyennes », qui ont touché l'Afrique du Nord en 2010-2012, ont toutes comme point commun d'avoir été inspirées et menées par une volonté politico-religieuse, sous les impulsions concurrentes du Qatar et de l'Arabie saoudite. Leur intensité a été modulée en fonction des cultures politiques locales, mais toutes ont visé les régimes modernistes laïcs issus des années 50-60, qui avaient notamment

promu le rôle de la femme dans la société et prônaient un mode de vie occidental. La révolution libyenne n'a pas fait exception et a été menée dès son début par des groupes fondamentalistes sunnites.



Le régime du président Kadhafi n'était à l'évidence ni démocratique, ni conforme à la définition d'un État de Droit. Néanmoins, en 2010, selon les Nations unies, la Libye était le pays dont l'index de développement humain était le plus élevé d'Afrique¹¹⁵. Elle ne figurait plus sur la liste des pays soutenant le terrorisme depuis le 15 mai 2007¹¹⁶ et, au contraire, participait activement à la lutte contre l'islamisme radical aux côtés de l'Occident. Le gouvernement Sarkozy avait négocié avec Kadhafi la vente d'avions de combat Rafale. En clair, tout imparfait qu'il fût, le régime du président Kadhafi ne constituait pas une menace pour l'Occident en 2011, et rien ne justifiait une intervention militaire extérieure pour renverser son gouvernement.

Dans son livre sur le désastre de la politique américaine en Libye¹¹⁷, Peter Hoekstra, député et ancien président de la Commission du renseignement de la Chambre des représentants américains, rappelle qu'en 2003, il avait participé à une délégation parlementaire américaine auprès du dirigeant libyen, qui avait conclu que la Libye « se dirigeait dans la bonne direction ». Il constate par ailleurs que, même après les attentats de la discothèque La Belle à Berlin (1986) ou du vol 103 de la Pan Am (1989), aucun gouvernement américain n'avait sérieusement pris en considération l'idée de renverser Kadhafi. Alors pourquoi en 2011 ?

En 2011, un facteur déterminant a été le rôle actif de la France dans la destitution de Mouammar Kadhafi. Pour de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

marxistes des années 70-80, mais, dont l'importance et l'influence sont devenues quasi-nulles dans un environnement fortement imprégné de Djihadisme. La lutte menée par le régime syrien contre les Frères musulmans au début des années 80, et la guerre qui ravage le pays dès 2012, montrent que le gouvernement syrien n'avait pas d'intérêt particulier à soutenir les extrémistes sunnites.

Malgré l'impasse des négociations avec Israël, et le poids de sa présence au Liban, la Syrie parvient à maintenir une image globalement neutre, qui se dégradera cependant en. Les États-Unis cherchent alors à créer leur coalition contre l'Irak. Le secrétaire d'État américain, Colin Powell, visite Bachar Al-Assad alors placé devant le difficile choix « d'être pour les Américains ou contre les Américains ». À ce moment, l'opinion publique arabe est consciente – tout comme la Turquie – du danger d'une intervention en Irak et du risque de déstabilisation régionale qu'elle impliquera nécessairement. Comme l'expliquait Bachar Al-Assad aux Américains :

J'ai dit aux Américains comment lutter contre Al-Qaïda après le 11 septembre. Qu'il ne faut pas faire la guerre. Qu'il est impossible de lutter contre le terrorisme si vous êtes en guerre. La guerre ne fait que rendre service aux terroristes. C'est comme un cancer, au lieu de retirer toute la tumeur, vous allez la découper. Lorsque vous le découpez, le cancer se propage¹⁶¹.

La Syrie ne rejoindra donc pas la nouvelle coalition, mais elle subira l'impact de la guerre en accueillant entre 1 et 1,5 million de réfugiés irakiens, essentiellement des sunnites – dont

certains radicalisés par la présence occidentale –, qui contribueront à sa déstabilisation quelques années plus tard. La frontière avec l'Irak, qui avait été fermée en 1991, a été rouverte en 1997, permettant à plusieurs centaines de milliers d'Irakiens d'échapper aux effets de l'embargo occidental contre l'Irak. En 2003, le flot de réfugiés est massif et les tentatives syriennes pour maîtriser la situation le long des 600 km de frontière avec l'Irak sont vaines. Sous la pression américaine, la Syrie ferme ses 5 postes frontières avec l'Irak afin d'empêcher les rebelles irakiens d'alimenter la résistance contre l'occupation américaine.

À ce stade, bien que neutre dans ce conflit, la Syrie essaie de se rapprocher de l'Occident. Dès le 11 Septembre, la Syrie coopère activement à la lutte contre les mouvements islamistes radicaux et djihadistes (« Al-Qaïda ») avec le Commandement des opérations spéciales américain. En 2002, Bachar al-Assad autorise le partage de centaines de documents avec les services occidentaux sur les activités des Frères musulmans en Syrie et en Allemagne. La Syrie participe au programme de détention secrète de la CIA américaine et accueille les prisonniers qu'elle lui livre¹⁶². Elle fournit également des centaines de documents à la CIA qui avoue que « la qualité et la quantité des informations en provenance de Syrie ont dépassé les attentes de l'Agence », mais également que la Syrie « a reçu bien peu en retour¹⁶³ ».

Ne participant pas à la coalition occidentale en Irak, la Syrie est isolée. L'ouverture voulue par le président Bachar ne se fait pas et l'éventail de ses alliés se réduit. La situation sera encore plus problématique après l'attentat contre l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariki, le 14 février 2005 à Beyrouth, qui placera – opportunément – la Syrie dans le collimateur de la communauté internationale et obligera son retrait du Liban.

L'isolement de la Syrie renforce les liens avec l'Iran – où Mahmoud Ahmadinejad est porté au pouvoir grâce à l'intervention américaine en Irak – créant un nouveau problème.

Le tribunal international chargé d'instruire l'assassinat de Rafic Hariri a dirigé ses investigations vers la Syrie, avant de se tourner vers le Hezbollah libanais. Mais les bonnes relations entre le Hezbollah et Rafic Hariri (entre autres le fait que Rafic Hariri et Nasrallah venaient de constituer un « comité permanent conjoint regroupant le Courant du futur et des cadres du Hezbollah dans le but de préparer les élections parlementaires de 2005¹⁶⁴ »), les dénégations de la Syrie et l'absence de motifs réels ont rendu ces accusations extrêmement fragiles¹⁶⁵. En fait, le tribunal international a d'emblée exclu d'autres auteurs probables de l'assassinat et notamment Israël, qui en est le principal bénéficiaire. Malgré le fait que de nombreux éléments techniques et politiques tendent à démontrer son implication, l'enquête ne se dirigera jamais dans cette direction. En effet, les manœuvres de rapprochement de la Syrie vers l'Occident et son attitude coopérative vis-à-vis des États-Unis dans la lutte contre le terrorisme sunnite étaient de nature à affaiblir la position d'Israël dans la région¹⁶⁶.

Un autre phénomène, qui entre dans l'équation de la stabilité de la Syrie dans cette région troublée, est l'impact de la sécheresse qui affecte la Syrie entre 2005 et 2010, touchant en majeure partie l'agriculture et les zones sunnites du pays, s'ajoutant à l'immigration en provenance d'Irak, et qui accentue la pression sur une économie syrienne affaiblie¹⁶⁷.

Un changement – que les « stratèges » américains, qui voulaient renverser Saddam Hussein en s'appuyant sur la majorité chiite en Irak, n'avaient pas anticipé – est l'émergence d'une ceinture chiite autour de l'Arabie saoudite, entre l'Iran et

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nombreuses indications de l'implication d'Israël dans le conflit, visant à renverser le régime en place.

Dès le début 2012, des transports organisés par la Central Intelligence Agency (CIA), et exécutés par des avions-cargos saoudiens, croates, jordaniens et américains vers la base aérienne turque d'Esenboga, acheminent des tonnes de matériel militaires vers les rebelles syriens. Ces livraisons, qui s'accroissent dès novembre – après les élections présidentielles américaines –, comprennent des armes collectives antichars et des missiles portables antiaériens en provenance de Libye¹⁹⁷.

Mais très rapidement d'autres puissances apparaissent aussi sur le théâtre des opérations, outre l'Arabie saoudite et le Qatar : la France et les États-Unis. En mars 2012, 13 officiers français sont capturés par l'armée syrienne à Baba Amr à Homs dans un quartier jusqu'alors tenu par les Phalanges Al-Farouq et Khalid Bin al-Walid initialement parties de l'Armée syrienne libre (ASL) et soutenues par la France. En mai 2014, le Président Hollande, confirme que la France a commencé à livrer des armes aux rebelles syriens dès 2012 (malgré l'embargo sur les armes décrété par l'Union européenne¹⁹⁸ en mai 2011¹⁹⁹). Pourtant, le 28 mars 2013, il affirmait :

Il ne peut y avoir de livraison d'armes à la fin de l'embargo [...] s'il n'y a pas la certitude que ces armes seront utilisées par des opposants légitimes et coupés de toute emprise terroriste [...] Pour l'instant, nous n'avons pas cette certitude.

Et il ajoute :

Aujourd'hui, il y a un embargo, nous le

*respectons [...] [mais cette règle est] violée par les Russes qui envoient des armes à Bachar el-Assad, c'est un problème*²⁰⁰.

Les Occidentaux proclament naturellement qu'ils soutiennent les factions armées modérées, et notamment l'ASL. Mais les limites d'une politique cohérente en l'absence d'un renseignement solide sont ici clairement illustrées : la Phalange Khalid Bin al-Walid, armée et entraînée par la France, est aujourd'hui une unité de l'État islamique²⁰¹, et en mars 2012 déjà, la Phalange al-Farouq, également entraînée par la France, procède à une épuration ethnique contre la population chrétienne de la ville, généralement considérée favorable au régime syrien, comme le rapporte l'Église orthodoxe chrétienne de Syrie²⁰².

Bien que la dimension islamiste radicale ait été identifiée dès le début de l'insurrection, elle a été masquée au profit d'un discours occidental lénifiant, orienté sur son côté populaire et l'établissement de la démocratie. Pour la France et les États-Unis, l'ennemi est alors clairement Bachar al-Assad.

Afin de justifier sa posture incohérente, le gouvernement français a été contraint d'accentuer la responsabilité de Bachar al-Assad sur la situation en Syrie. Ce sont la France et les États-Unis, bien avant d'aller bombarder l'État islamique en Syrie, qui ont militarisé le « printemps syrien », par leur soutien matériel aux factions « modérées », qui sont loin de représenter les valeurs humanistes que l'on clame. Le 12 décembre 2012, le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, déclarait²⁰³, lors d'une conférence de presse, regretter que les états-Unis aient porté le Front al-Nosrah²⁰⁴ sur la liste des organisations terroristes de leur département d'État²⁰⁵ !

Et 2 semaines plus tard, on apprenait que des éléments de l'ASL – soutenue par l'Occident, et réputée encore plus « modérée » – avaient décapité un chrétien et donné son cadavre comme nourriture à des chiens²⁰⁶.

Mais en plus de cela, la formation donnée par les États-Unis aux combattants des groupes rebelles « modérés » semble bien peu compatible avec ce que l'intervention occidentale veut promouvoir :

Ils nous ont entraînés à tendre des embuscades à des véhicules ennemis du régime et à couper les routes [...] Ils nous ont également formés à attaquer des véhicules, à les fouiller, à trouver des informations, des armes ou des munitions, et à achever les soldats encore vivants après une embuscade²⁰⁷.



Autre exemple du caractère très discutable des choix de la France et des États-Unis en ce qui concerne le soutien des rebelles contre le régime de Bachar al-Assad, est que ces groupes « modérés » n'ont guère plus de considération pour les Droits de l'homme que les autres acteurs du conflit, comme naguère les groupes qu'ils avaient soutenus en Libye. Ainsi, l'Armée de l'Islam (Jaïsh al-Islam) – soutenue par l'Arabie saoudite, les États-Unis et la France – utilise-t-elle des cages dans lesquelles ses miliciens enferment des chrétiens, afin de les exposer comme boucliers humains mobiles contre les frappes occidentales et russes.

La bataille de Kobane (Aïn al-Arab) a été proclamée comme un des succès des bombardements américains en Syrie. Si effectivement, l'appui américain a permis aux Kurdes de se

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

deuxième lieu, elle cherche à imposer une distinction entre les « mauvais » et les « bons » rebelles – que l’on peut légitimement soutenir. En troisième lieu, il s’agit de culpa-biliser davantage le régime syrien au niveau des victimes de la guerre et de déplacer la responsabilité des attentats de Paris en 2015 sur le régime syrien, afin d’exonérer les Occidentaux pour leurs erreurs de jugement en aidant les oppositions islamistes libyennes et syriennes. C’est pourtant bien l’action occidentale – et non la Syrie de Bachar al-Assad – qui a permis l’apparition de l’État islamique. Même les États-Unis le reconnaissent²⁴⁶ et l’État islamique lui-même le confirme dans son organe officiel :

*Le 12 juin 2014, le croisé John McCain vient à la tribune du Sénat pour vitupérer sur les victoires de l’État islamique en Irak. Il a oublié qu’il a lui-même participé à l’invasion de l’Irak qui a conduit aux événements bénis, qui se déroulent aujourd’hui par la bonté et la justice d’Allah [...]*²⁴⁷



Il faut cependant bien comprendre que cette « création » n’est pas le produit d’une intelligence supérieure, mais bien au contraire, le cumul de plusieurs problèmes tels que le manque de renseignement et de planification, un grand opportunisme et l’absence de contrôle parlementaire en matière de politique étrangère. En fait, les États-Unis – comme la France – ont observé l’émergence de l’État islamique avec une bienveillance mêlée de naïveté, mais sans réaliser la portée de cette évolution, et l’ont délibérément laissé se dérouler en pensant que cela servirait leurs objectifs, comme le confessait le lieutenant-général Michael Flynn, ex-Commandant du commandement conjoint des opérations

spéciales (2004-2007) et ex-directeur de la Defense Intelligence Agency (DIA) américaine (2007-2014).

Je pense que c'était une décision délibérée [du gouvernement]²⁴⁸ !

La qualité de l'État islamique comme force militaire et sa capacité à conquérir ont été largement médiatisées et servent aujourd'hui de prétexte aux interventions de la coalition internationale. La réalité est plus prosaïque. La rapide et impressionnante progression de l'État islamique à travers l'Irak et la Syrie, que l'on peut visualiser sur la carte, est trompeuse. En fait, la progression ne s'est limitée uniquement qu'aux grands axes routiers, le reste du territoire « conquis » étant en majeure partie désertique. On a souvent comparé son avance rapide à la « Blitzkrieg » allemande de la Seconde Guerre mondiale. Il n'en est rien. Les opérations allemandes étaient le résultat de l'intégration des différentes composantes aériennes et terrestres dans un seul concept opératif. Ce n'est pas le cas avec l'État islamique, qui joue sur une réputation de brutalité pour effrayer ses adversaires.

Toujours dans le but d'expliquer les succès de l'État islamique, on a également tenté de le présenter comme une alliance entre les Djihadistes et les anciens militaires de l'armée de Saddam Hussein²⁴⁹. Une fois encore, il s'agit de dégager les Occidentaux de leurs responsabilités dans des programmes de formation aussi exorbitants qu'inefficaces²⁵⁰. Mais là aussi, les affirmations gratuites ne résistent pas à l'analyse. Les tactiques utilisées par l'État islamique n'ont rien à voir avec celles, très conventionnelles, utilisées par l'exarmée irakienne, mais sont bien davantage liées aux tactiques utilisées en Tchétchénie et au

Daguestan par les islamistes contre les forces russes. C'est l'apport des Djihadistes de l'Émirat du Caucase²⁵¹ qui a été déterminant²⁵².

Une partie du problème est qu'en Irak, les forces armées, supposées maintenir la souveraineté de l'État et contenir les rebelles, formées et armées par les États-Unis, ont été incapables de remplir leur mission. Leur manque de détermination à combattre a donné à l'État islamique des victoires pratiquement sans combats, comme à Mossoul, où 30 000 militaires irakiens ont capitulé devant 800 combattants de l'État islamique²⁵³. En Syrie, comme nous l'avons vu, c'est la militarisation de l'opposition – avec l'aide des États-Unis et de la France – qui a favorisé la progression de l'État islamique.

À partir de là, il fallait représenter l'État islamique comme suffisamment faible pour pouvoir être combattu par les frappes de la coalition internationale, et suffisamment fort pour expliquer les échecs des forces soutenues par l'Occident. Il en est résulté une distorsion délibérée des renseignements en provenance du Central Command (CENTCOM), responsable des opérations militaires américaines au Proche et Moyen-Orient, qui a été dénoncée par les analystes de renseignement eux-mêmes, dans une lettre adressée à l'inspecteur général des forces armées américaines²⁵⁴.

Il faut également noter que la distinction faite en Occident entre l'État islamique et « Al-Qaïda » avec d'autres factions islamistes, comme le Front al-Nosrah, même si elle est effective sur le terrain, reste très académique et très conjoncturelle. Leurs fondements doctrinaux, ainsi que leurs méthodes de combat et d'influence opérative, sont très proches et ils coopèrent régulièrement au niveau opérationnel. Leurs différences au niveau de l'interprétation de certains textes et principes

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Bachar al-Assad, affirme l'officiel américain. Mais ils ont été envoyés par le chef d'Al-Qaïda, Aïman al-Zawahiri, pour recruter des Européens et des Américains, dont le passeport leur permet de s'embarquer dans des avions américains sans attirer l'attention des membres de la sécurité.

De plus, selon des analyses classifiées du renseignement américain, les militants de Khorasan ont travaillé avec les constructeurs de bombes d'Al-Qaïda au Yémen, afin de tester de nouvelles méthodes pour faire passer des explosifs à travers la sécurité des aéroports. La crainte est que les militants de Khorasan fournissent ces explosifs sophistiqués à leurs recrues européennes, afin qu'elles puissent les introduire dans des vols vers les États-Unis²⁹⁴.

Quelques jours plus tard, CBS News rapporte :

L'État islamique d'Irak et du Levant (EIIL) peut bien dominer les affiches et capter l'attention avec sa propagande prolifique, mais Bob Orr de CBS News écrit sur un autre groupe en Syrie – un dont peu ont entendu parler parce que l'information le concernant a été tenue secrète – qui est considéré comme un problème urgent. Des sources ont confié à CBS News que des agents et experts en explosifs de l'ancien réseau d'Al-Qaïda d'Oussama Ben Laden

pourraient représenter à nouveau une menace immédiate pour les États-Unis.

Les sources confirment que la cellule d'AlQaïda est appelée « Khorasan » [...]

Selon un membre de la CIA, la menace posée par le nouveau groupe syrien est plus dangereuse que l'ISIL²⁹⁵.

Le 20 septembre, on apprend que le groupe Khorasan²⁹⁶ est dirigé par Muhsin al-Fadhli (un islamiste proche d'Oussama Ben Laden), qui aurait participé à la préparation des attentats du 11 Septembre²⁹⁷, et aurait financé l'opération contre le navire français *M/V Limburg* en 2002. À noter qu'Al-Fadhli, vétéran de la guerre en Tchétchénie et d'Afghanistan, sera tué lors d'un raid américain le 8 juillet 2015 à l'âge de 33 ans, ce qui signifie qu'âgé d'une vingtaine d'années il aurait déjà été l'un des « seniors » dans la hiérarchie d'« Al-Qaïda » avec des collègues ayant deux à trois fois son âge. Possible, mais douteux.

On attribue même à ce nouveau groupe l'utilisation de « vêtements explosifs²⁹⁸ ». Les organes contre-terroristes américains lui prêtent une « aspiration » à commettre un attentat semblable à celui du 11 Septembre et suggèrent une relation avec le Pakistan, l'Afghanistan et l'Iran²⁹⁹. C'est sur cette base que, le 23 septembre 2014, le Président Obama déclenche les frappes aériennes sur le territoire syrien :

La nuit dernière, nous avons également mené des attaques pour détruire les complots contre les États-Unis par des agents expérimentés d'AlQaïda, connus sous le nom de groupe Khorasan. Une fois de plus, il doit

*être clair pour quiconque chercherait à comploter contre l'Amérique et pour faire du mal aux Américains, que nous ne tolérerons pas de sanctuaires pour les terroristes qui menacent notre peuple*³⁰⁰.

Il se place ainsi dans une situation de légitime défense en suggérant par là que la Syrie accordait des sanctuaires pour des terroristes préparant des actions contre les États-Unis. Le *Washington Post*, citant des sources du Pentagone, mentionne que le groupe était proche de la mise en œuvre de frappes « imminentes » contre l'Europe ou les États-Unis³⁰¹.

Pourtant, le même jour des doutes apparaissent, et le magazine *Foreign Policy* s'interroge :

*Quel renseignement concret – s'il y en a – a permis aux États-Unis de frapper maintenant ? Les officiels qui ont parlé aux journalistes au sujet des frappes en Syrie n'ont apporté aucune information sur un complot particulier. Ils n'ont pas non plus expliqué pourquoi la menace actuelle, qui aurait été décrite aux membres du Congrès il y a une année, est plus dangereuse maintenant qu'au mois de juillet, lorsque les efforts de Khorasan pour recruter des Occidentaux avaient conduit à renforcer les contrôles de sécurité dans certains aéroports étrangers avec des vols directs vers les États-Unis*³⁰².

Et l'article de citer un officiel de la lutte antiterroriste

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'islamisme à l'Occident.

À la fin janvier 2008, le parlementaire d'extrême droite néerlandais Geert Wilders dévoile son film, *Fitna*, très critique envers la communauté musulmane aux Pays-Bas. La liberté d'expression existe aux Pays-Bas et il n'est pas question d'interdire ce film de 17 minutes. Mais, afin de prévenir tout problème, sa diffusion est précédée d'un intense effort de communication de la part du gouvernement auprès des pays musulmans et des organisations islamiques en Hollande et à l'étranger. Résultat : malgré sa virulence, le film ne soulèvera ni violences, ni animosité particulière³²⁰.

En d'autres termes, par leur volonté de provoquer, aveuglés par leur propre vision des choses, sans essayer de comprendre les motivations profondes de la colère, *Charlie Hebdo* et ses confrères n'ont pas compris la nature de l'enjeu. Leur combat était inutile parce que le champ de bataille se situait ailleurs...

Aux questions qui divisent musulmans et chrétiens, l'Occident tend à apporter des réponses froides et légalistes. Nous vivons certes dans des États de Droit, mais où le bon sens, la sensibilité et le respect tendent à être sélectifs³²¹. Or, c'est ce manque de sensibilité et de respect, très fortement ressenti, qui génère le Djihad. L'exemple hollandais montre qu'il est possible d'accommoder intelligemment des principes et valeurs occidentales – et même les critiques les plus virulentes – sans remettre en question la liberté de pensée ou de la presse, et sans émeutes, mais simplement en expliquant...

Les exemples de la Norvège et des Pays-Bas illustrent également le rôle structurant de l'État dans la gestion des problèmes en amont de la crise. Paradoxalement, le gouvernement socialiste de François Hollande a traité le problème comme l'avait fait avant lui le très conservateur Fogh

Rasmussen au Danemark : sans le gérer. La violence qui en a découlé et les morts qu'elle a provoqués ont toutefois permis au président français de mieux se positionner – temporairement – dans les sondages, tout comme pour son prédécesseur, Nicolas Sarkozy en bombardant la Libye...

Les démocraties occidentales doivent se défendre fermement contre la tyrannie que constitue le terrorisme. Mais la fermeté ne doit pas exclure l'intelligence et la sensibilité. Il s'agit d'éviter de générer de nouvelles velléités terroristes sans mettre en péril les valeurs mêmes qui font la force de la démocratie. Or, nous tendons à faire exactement l'inverse, parce que nos mesures ne sont pas intégrées dans une cohérence stratégique, mais ne sont qu'une suite d'actions « tactiques ».

Les lois et coutumes des pays occidentaux sont issues de l'Histoire et de la culture de leurs nations respectives. Elles sont ainsi en adéquation avec une certaine évolution de la société et l'on conçoit aisément que tous ces éléments fassent partie d'une identité individuelle, régionale et/ou nationale. On peut également admettre que l'identité n'est pas une constante, mais qu'elle est composée d'une multitude de facteurs qui évoluent dans le temps. Cette évolution n'est probablement pas faite d'« à-coups » soudains, mais d'une lente adaptation qui se fait dans les cœurs et les esprits. Dès lors, et plus spécialement lorsque l'on prône la multi-culturalité, on doit en assumer un certain nombre de conséquences. La question n'est pas triviale, car l'Islam est une religion plus complexe que les religions et confessions chrétiennes, et intègre des aspects à la fois spirituels, sociétaux et politiques, qu'il est difficile de dissocier par essence.

En France, force est de constater que la notion de multi-culturalité reste fortement teintée de marxisme, comme le débat sur le « foulard islamique » dans les écoles l'avait illustré. À

bien des égards, on est resté sur des modèles internationalistes de la fin du XIXe siècle, qui s'adressaient à des populations vivant dans un espace culturel relativement homogène. Ainsi, ceux qui sont si prompts à encourager l'immigration refusent-ils pourtant d'en assumer les conséquences sociétales.

Ce manque de cohérence face à la situation, qui frise parfois la provocation à tous les niveaux, entraîne des réactions de violence et fait le terreau de la radicalisation islamiste. Ainsi, lors de la crise de Gaza, le 9 juillet 2014, le Président Hollande adresse un message de soutien au Premier ministre Netanyahu soulignant qu'il « appartient au gouvernement israélien de prendre toutes les mesures pour protéger sa population face aux menaces³²² ». Cette formulation, bien peu apaisante, sera certes suivie par un timide rectificatif de l'Élysée quelques jours plus tard, mais ce « cri du cœur » initial restera en mémoire d'une large partie de la population française³²³.

C'est dans ces détails que se cachent les bases de la radicalisation, et ce sont eux que les stratégies de déradicalisation devraient cibler en première priorité. Particulièrement dans un contexte asymétrique, la politique étrangère n'est pas détachée des autres aspects de la politique, mais concourt à la stabilité intérieure du pays. Ceci est d'autant plus vrai lorsqu'une partie importante de la société se positionne dans un contexte culturel qui dépasse la notion de frontière et voit un continuum entre l'intérieur et l'extérieur du pays.

L'Occident dans son carcan intellectuel

En août 2005, c'est la « croisade » occidentale en Afghanistan et en Irak qui propulse Mahmoud Ahmadinejad au pouvoir en Iran. Dans un contexte régional tendu, le président

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Pourquoi ? Parce qu'on applique la Charia ? Même chez nous on a peur d'appliquer la Charia maintenant. C'est vous qui décidez de ce qui va se passer sur la terre. [...] On ne va pas laisser faire ça. On va se battre. Inch' Allah³⁵⁰ [...]



L'interview téléphonique donnée par Chérif Kouachi³⁵¹ durant les événements explique clairement ses objectifs. Ici aussi, pas de lutte contre la chrétienté ou sa destruction, mais une « vengeance » contre les « femmes et les enfants tués en Irak, en Syrie et en Afghanistan ». Il est aussi intéressant de constater qu'il introduit une confusion entre « civil » et « innocent », suggérant que les dessinateurs de *Charlie Hebdo* ne sont pas des « civils » (et donc pas « innocents »).

On pourrait même voir dans le texte de la revendication que les attentats ont été effectués pour défendre leur propre liberté de religion dans leur pays (ou zone) et non la liberté d'exercer leur religion dans nos pays. C'est donc bien une action tactique offensive qui s'inscrit dans une posture stratégique défensive cohérente avec le discours et les écrits de l'État islamique et des autres théoriciens du Djihad.

Il faut insister ici sur le fait qu'il ne s'agit pas de justifier d'une quelconque manière les attentats terroristes, mais de comprendre sans préjugés la réflexion qui y conduit. Ainsi, les attentats de janvier 2015 sont la combinaison de deux opérations menées conjointement par deux cellules indépendantes, appelée « Djihad individuel hybride » dans la doctrine terroriste djihadiste : l'action des frères Kouachi contre *Charlie Hebdo*, placée sous la bannière de la Base du Djihad dans la péninsule arabique (BDPA), comme l'expliquent son magazine *Inspire*³⁵² et les déclarations téléphoniques de Chérif Kouachi³⁵³ ; et l'action d'Amédy Coulibaly contre l'Hyper

Cacher placée sous la bannière de l'État islamique (EI), comme le confirment sa vidéo et *Dabiq*³⁵⁴, le magazine de l'EI. Il est important de noter ici que ces deux actions sont coordonnées par leurs acteurs eux-mêmes, sans intervention d'une autorité extérieure. Les informations retrouvées sur l'ordinateur de Coulibaly³⁵⁵ ne sont que des conseils techniques (et non des « ordres », comme la presse l'a interprété). Mais les décisions opérationnelles ont été prises avec un apport extérieur minimal, conformément à la doctrine moderne du terrorisme djihadiste que nous verrons plus loin.

Il est intéressant de noter que, même si les attentats nous ont été insupportables et nous ont semblé aveugles, il y a, dans l'optique des islamistes, le sentiment d'une réponse maîtrisée ; à la fois par le choix des victimes, qui – à leurs yeux – portaient une responsabilité par rapport aux bombardements de civils, et dans l'intensité de l'action. Cette perception est clairement exprimée dans le magazine *Inspire*, qui est l'organe de la Base du Djihad dans la péninsule arabique (BDPA) et constitue une référence doctrinale pour le Djihadisme moderne :

*Malgré la publication de vos dessins insultants, vous n'avez pas vu de réactions insultantes de la part du milliard et demi de musulmans envers le Prophète d'Allah, Jésus, fils de Marie [...]. Parce que nous croyons dans tous les prophètes [...] et que quiconque se moque ou les détracte est un apostat et un incroyant*³⁵⁶.

Sur un plan doctrinal, on peut constater qu'à l'inverse du message qui a été compris en Occident, les inspireurs des

attentats de janvier 2015 à Paris ne cherchent pas à « détruire ce que nous sommes » ou à « combattre notre religion » :

[...] Une remarque finale en ce qui concerne le ciblage au cœur des pays ennemis, l'Amérique et ses Alliés occidentaux, est qu'il faut éviter de cibler les lieux de prière de n'importe quelle religion ou foi, qu'elle soit chrétienne, juive ou autre. On doit éviter de blesser des civils qui sont citoyens de pays qui n'ont pas de relation avec le conflit, même s'ils ne sont pas musulmans. Ceci doit être fait de sorte à maintenir la réputation de la Résistance dans les différents cercles de l'opinion publique³⁵⁷.

Même si, au niveau tactique, les actes terroristes djihadistes ont un caractère offensif, sur le plan stratégique, ils ont essentiellement un caractère de « réponse » (un concept pas très éloigné de ce que les Soviétiques appelaient « offense-défensive »). Notre analyse du phénomène terroriste tend à extrapoler linéairement l'action tactique pour en tirer une image stratégique. Cette démarche est manifestement fautive et nous pousse vers des stratégies erronées. De fait, l'étude des diverses revendications et les analyses des Djihadistes eux-mêmes nous montrent un discours beaucoup plus sobre que celui qui est colporté par les dirigeants politiques occidentaux. Comme nous l'avons vu, il ne s'agit pas de détruire l'Occident, mais d'apporter une réponse à ses actions.

Il est d'ailleurs significatif de constater que l'attentat multiple du 13 novembre 2015, qui a bouleversé la politique française au point de pousser le gouvernement à demander l'aide

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

(<https://www.youtube.com/watch?v=nTBx7hrkA7E>)

14. George Tenet lors d'une allocution à l'université de Georgetown, le 5 février 2004 (*Jane's Intelligence Review*, avril 2004).
15. Bureau of Intelligence and Research (INR)
16. Greg Thielmann, *The New Yorker*, 20 octobre 2003.
17. Vote accepté par 296 voix contre 133 à la Chambre des représentants et par 77 voix contre 23 au Sénat (*CNN*, 11 octobre 2002).
18. La CIA définit le National Intelligence Estimate comme suit : « Le NIE est le jugement qui fait le plus autorité en matière de sécurité nationale préparée par le Director of Central Intelligence. À la différence des produits de « renseignement de situation », qui décrivent essentiellement le présent, la plupart des NIE prévoient des développements futurs et le plus souvent traitent leurs implications pour les États-Unis. Les NIE couvrent une vaste palette de questions qui va des tendances militaires, jusqu'aux tendances technologiques, économiques ou politiques. Les NIE s'adressent au plus haut niveau des décideurs politiques – y compris le Président. Ils sont souvent établis en réponse à une question spécifique d'un décideur politique. Les évaluations ne sont pas destinées à juste fournir des informations, mais à aider les décideurs politiques à évaluer les problèmes. Ils sont préparés par la CIA → → avec la participation d'autres agences de la Communauté du renseignement et sont coordonnés avec ces agences. Lorsque des vues différentes apparaissent au sein de la Communauté du renseignement, elles sont reflétées dans le NIE » (www.foia.cia.gov, juillet 2004).
19. *White Paper on Iraq's Weapons of Mass Destruction Programs*, non classifié, source : CIA public release, octobre 2002.
20. National Intelligence Estimate, (S//NF) *Iraq's Continuing Programs for Weapons of Mass Destruction*, NIE 2002-16HC, octobre 2002 (TOP SECRET), p. 6 (Approved for release 12 septembre 2014).
21. *White Paper on Iraq's Weapons of Mass Destruction Programs*, non classifié, source : CIA public release, octobre 2002.
22. La NSA est l'organe des États-Unis responsable du renseignement d'origine électromagnétique et la sécurité électronique du département de la Défense. En France, ces fonctions sont partagées entre la Direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), la Direction du renseignement militaire (DRM) et d'autres entités.
23. Defense Intelligence Agency.
24. Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, The 9/11, Commission Report, Authorized Edition, W.W.

- Norton & Company, New York, 2004; Douglas Jehl, « Intelligence report questions credibility of Iraqi defector », *International Herald Tribune*, 14 juillet 2004.
15. <https://www.youtube.com/watch?v=EitbzTAJWws>
 16. Ali Khedery, « Why we stuck with Maliki — and lost Iraq », *The Washington Post*, 3 juillet 2014.
 17. Chelsea Manning, « The Fog Machine of War », *International New York Times*, 14 juin 2014.
 18. Ben Reynolds, « Iran Didn't Create ISIS; We Did », *The Diplomat*, 31 août 2014.
 19. Document secret daté du 28 mars 2002, découvert dans le cadre de l'enquête du Congrès sur Hillary Clinton, sur son ordinateur. Source : Glen Owen & William Lowther, « Smoking gun emails reveal Blair's 'deal in blood' with George Bush over Iraq war was forged a YEAR before the invasion had even started », *The Mail On Sunday*, 17 octobre 2015 (updated 18 octobre 2015).
 20. Patrick Barkham, « Iraq war 10 years on: mass protest that defined a generation », *The Guardian*, 15 février 2013.
 21. Richard Norton-Taylor, « Chilcot report likely to cast net of criticism far and wide », *The Guardian*, 26 octobre 2015.
 22. Matt Dathan, « Iraq war not to blame for 7/7 bombings, insists Tony Blair », *The Independent UK*, 7 juillet 2015.
 23. « Could 7/7 Have Been Prevented? Review of the Intelligence on the London Terrorist Attacks on 7 July 2005 », *Intelligence and Security Committee*, London, May 2009.
 24. Craig Murray, « Liquid Lies Revisited », 3 juillet 2014 (<https://www.craig-murray.org.uk/archives/2014/07/liquid-lies-revisited/>)
 25. Thomas C Greene, « Mass murder in the skies : was the plot feasible? », *The Register*, 17 août 2006.
 26. Nafeez Ahmed, « Sources: August terror plot is a 'fiction' underscoring police failures », *rawstory.com*, 18 septembre 2006 (http://www.rawstory.com/news/2006/Sources_August_Terror_Plot_Fictio)
 27. Voir les travaux du colonel Warden, Col John A., III, « The Enemy as a system », *Air & Space Power Journal*, n° 1, printemps 1995, pp. 40-55.
 28. Video of Aegis contractors killing Iraq civilians (http://www.liveleak.com/view?i=c15_1333825385)
 29. Ann Scott Tyson, « Iraq battles its leaking borders », *The Christian Science Monitor*, 6 juillet 2004.
 30. « US "loses track" of Iraq weapons », *BBC News*, 6 août 2007 (consulté

le 20 juin 2014).

11. Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction (SIGAR).
12. Special Inspector General for Afghanistan Reconstruction, *SIGAR 14-84 Audit Report - Afghan National Security Forces: Actions Needed to Improve Weapons Accountability*, (SIGAR 14-84-AR/ANSF Weapons Accountability), juillet 2014.
13. Timothy Williams and Duraid Adnan, « Sunnis in Iraq Allied With U.S. Rejoin Rebels », *New York Times*, 16 octobre 2010.
14. Kaley Payne, Syrian Christians fear overturn of Assad regime, <http://www.biblesociety.org.au>
15. https://en.wikipedia.org/wiki/History_of_Libya_under_Muammar_Gaddafi
16. Eben Kaplan, « How Libya Got Off the List », *Council on Foreign Relations (CFR)*, 16 octobre 2007.
17. Peter Hoekstra, *Architects of Disaster: The Destruction of Libya*, The Calamo Press, 2 octobre 2015.
18. Anne Applebaum, « Wag le Chien – Did French President Nicolas Sarkozy push the Libyan intervention to boost his re-election bid? », (http://www.slate.com/articles/news_and_politics/foreigners/2011/03/wag_from=rss) (consulté le 22.01.2015), 28 mars 2011
19. Pauline Fréour, « 2012 : un sondage donne Le Pen devant DSK et Sarkozy », *lefigaro.fr*, mis à jour le 8 mars 2011.
20. Voir l'interview de Moustafa Abdul Jalil sur Youtube, mise en ligne le 31 mai 2014 (<https://www.youtube.com/watch?v=Jjf5MTKHbqw>)
21. Steven Erlanger, « By His Own Reckoning, One Man Made Libya a French Cause », *The New York Times*, 1^{er} avril 2011.
22. http://www.al-monitor.com/pulse/files/live/sites/almonitor/files/documents/2015/France_c
23. « 'This Week' Transcript: Hillary Clinton, Robert Gates and Donald Rumsfeld », *ABC News*.
24. Kelly Riddell & Jeffrey Scott Shapiro, « Hillary Clinton's 'WMD' moment: U.S. intelligence saw false narrative in Libya », *The Washington Times*, 29 janvier 2015.
25. S/RES/1973(2011), 17 mars 2011.
26. Adam Goldman & Donna Cassata, « CIA sends teams to Libya; US considers rebel aid », *Associated Press*, 31 mars 2011.
27. *Canard Enchaîné*, 16 mars 2011.
28. « Les services secrets britanniques humiliés en Libye », *liberation.fr*, 7

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

13. Ahmed Rasheed & Saif Hameed, « Iraq leans toward Russia in war on Islamic State », *Reuters*, 7 octobre 2015.
14. Rebecca Kheel, « Iraqi government says it doesn't want US ground operations », *The Hill*, 28 octobre 2015.
15. Rose Fleming, « Muhammeds ansigt », *Jyllands-Posten*, 30 septembre 2005.
16. Filip van Laenen, « Norway Apologizes over Muhammad Cartoons », *The Brussels Journal*, 27 janvier 2006.
17. Per Anders Rudling, « Denmark as the Big Satan : Projections of Scandinavia in the Arab World and the Future of Multiculturalism », *Review of European and Russian Affairs*, vol. 2, issue 3/2006.
18. Béatrice Gurrey, « M. Chirac condamne "toute provocation", *Charlie Hebdo* réimprime », *Le Monde*, 9 février 2006.
19. Joint Mission Analysis Center (JMAC).
20. Hillel Fendel, « Movie Portrays Islam as Violent and Bloodthirsty », *Arutz Sheva*, 28 mars 2008.
21. En ce qui concerne la liberté d'expression à géométrie variable, on pourrait également rappeler ici le contentieux qui a opposé le caricaturiste Siné au magazine *Charlie Hebdo*, qui l'avait licencié le 15 juillet 2008 pour anti-sémitisme. L'affaire donnera lieu à un procès face à la Ligue contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) pour antisémitisme et incitation à la haine raciale. Le dessinateur sera relaxé de l'accusation d'antisémitisme le 24 février 2009 et *Charlie Hebdo* sera condamné le 30 novembre 2010, à verser 40 000 euros de dommage et intérêts à Siné. Ces indemnités seront portées à 90 000 euros en décembre 2012 par la cour d'appel.
22. *Libération*, 22 juillet 2014.
23. Grégoire Biseau et Jonathan Bouchet-Petersen, « Soutien à Israël : Hollande ou le péché originel », *Libération*, 22 juillet 2014 ; « Le soutien de Hollande à Israël agace une partie de la gauche », *Le JDD*, 11 juillet 2014.
24. Anna Reimann, « Berlin Counters Holocaust Conference : "This Is What Happened" », *Der Spiegel Online - International*, 11 décembre 2006.
25. *BBC News*, « Why are Jews at the "Holocaust denial" conference? », 13 décembre 2006.
26. <http://www.irancartoon.com/the-second-holocaust-international-cartoon-contest-2015/>
27. Voir les caricatures dans *Wikipédia*, « International Holocaust Cartoon Competition ».

328. Le délai pour participer était fixé au 1^{er} avril 2015 et le premier prix s'élevait à 12 000 dollars (*The Times of Israel*, « Iran Holocaust cartoon contest draws 839 entries – Over 300 artists, including from France, Turkey and Brazil, turn in works for competition derided by UNESCO », 7 avril 2015).
329. Jodi Rudoren, « Netanyahu Denounced for Saying Palestinian Inspired Holocaust », *The New York Times*, 21 octobre 2015.
330. Texte de revendication de l'État islamique pour les attentats du 13 novembre 2015 (14 novembre 2015).
331. US Department of Homeland Security (DHS).
332. Doina Chiacu & Mark Hosenball, « U.S. says no precise threat to homeland from Islamic State », *Reuters*, 29 août 2014.
333. National Counterterrorism Center (NCTC)
334. Shane Harris, « United States Counterterrorism Chief Says Islamic State Is Not Planning an Attack on the U.S. », *Foreign Policy*, 3 septembre 2014.
335. Déclarations officielles de politique étrangère du 11 août 2014, Direction de la Communication et de la Presse (www.diplomatie.gouv.fr).
336. Allemagne, Australie, Canada, Danemark, France, Italie, Pologne, Royaume-Uni, Turquie.
337. Arabie Saoudite, Bahreïn, Belgique, Chine, Emirats Arabes Unis, Égypte, l'Irak, Japon, Jordanie, Koweït, Liban, Oman, Qatar, République tchèque, Pays-Bas, Norvège, Russie et Espagne.
338. Premier bombardement français contre l'État islamique en Irak, *Le Monde.fr/AFP/Reuters*, 26 septembre 2014.
339. Albanie, Autriche, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Chypre, Corée du Sud, Croatie, Estonie, Finlande, Géorgie, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Kosovo, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Macédoine, Moldavie, Monténégro, Maroc, Nouvelle-Zélande, Portugal, Roumanie, Serbie, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Somalie, Suède, Taiwan et Ukraine.
340. Jacqueline Klimas, « Islamic State no threat to U.S. homeland: Air Force general », *The Washington Times*, 14 juillet 2015.
341. *Des Hommes d'influence (Wag the Dog)* est un film américain réalisé par Barry Levinson, sorti en 1997.
342. *Inspire Magazine*, n° 8, Automne 2011, p. 42.
343. Porte-parole de l'État islamique (<http://dailycaller.com/2014/08/08/isis-threatens-america-we-will-raise-the-flag-of-allah-in-the-white-house/#ixzz3n1ziZgJ5>)

144. « Laurent Fabius : “Il faut s’unir et vaincre ces gens-là” », interview par Jean-François Achilli, *France Info*, 19 novembre 2015 (<http://www.franceinfo.fr/emission/l-interview-politique/2015-2016/laurent-fabius-il-faut-s-unir-etvaincre-ces-gens-la-19-11-2015-08-04>)
145. La France a choisi de ne pas utiliser le nom officiel du groupe « État islamique » afin de ne pas lui donner la légitimité d’un État. Or, l’appellation « DAECH » signifie « État islamique en Irak et au Levant », ce qui implique que le bombardier en Irak ou en Syrie revient au même.
146. « Discours devant l’Assemblée Nationale - Manuel Valls : “Un risque d’armes chimiques ou bactériologiques” », *www.parismatch.com*, 19 novembre 2015 (<http://www.parismatch.com/Actu/Politique/Manuel-Vallsun-risque-d-armes-chimiques-ou-bacteriologiques-868053>) et <https://twitter.com/manuelvalls/status/667260865092173824/photo/1>
147. <http://www.iraqinquiry.org.uk/>
148. Christopher Hope, « Tony Blair “could face war crimes charges” over Iraq War », *The Telegraph*, 6 janvier 2015.
149. *Dar al-Islam Magazine*, n° 7, novembre 2015 (Safar 1437), p. 4.
150. Vidéo en français, présentée sous un titre anglais « Amedy Coulibaly & Islamic State », *Youtube*, 11 janvier 2015, (https://www.youtube.com/watch?v=_VUoQ39lpbE)
151. <https://www.youtube.com/watch?v=KNFbfnPBKdY>
152. *Inspire Magazine*, n° 14, été 2015, p. 38.
153. Message audio de la part des frères Kouachi, *YouTube*, 9 janvier 2015. (<https://www.youtube.com/watch?v=KNFbfnPBKdY>)
154. *Dabiq Magazine*, n°7, janvier-février 2015, p. 50 et p. 68.
155. « Amédy Coulibaly : les instructions retrouvées dans son ordinateur en partie dévoilées », *Huffington Post/AFP*, 14 octobre 2015.
156. *Inspire Magazine*, n° 14, été 2015, p. 16.
157. Abu Musab al-Suri, « The Jihadi Experience », *Inspire Magazine*, n° 9, hiver 2012.
158. *Dabiq Magazine*, n° 12, p. 28.
159. Texte de la revendication “officielle” de l’État islamique : « Communiqué sur l’attaque bénie de Paris contre la France croisée », 2 Safar 1437. (14 novembre 2015).
160. *Ibid.*
161. En résumé, il s’agit de Farouk Ben Abbes, associé aux événements de 2009, qui serait proche d’un Djihadiste de l’État islamique, Fabien Clain. (« Terrorisme : des menaces d’attentats contre le Bataclan dès 2010 », *France Soir*, 16 décembre 2015).

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

l'avons vu, ce n'est pas le résultat, mais le fait de combattre (pour la défense de l'Islam) qui est important.

Par définition, la résistance n'existe que du fait d'une agression. C'est la raison pour laquelle le mollah Omar, un des chefs des Taliban, avait remercié ouvertement George W. Bush :

Vraiment nous sommes bénis. Jamais dans nos vœux les plus fous nous n'avons espéré un cadeau aussi précieux que Bush. Il est la tête d'affiche de notre mouvement international¹⁹.

Comme nous l'avons dit, l'impressionnant déploiement de forces occidentales au Moyen-Orient et en Afghanistan entre 2001 et 2014 n'a non seulement eu aucun effet dissuasif sur la volonté des islamistes de s'engager sur la voie du terrorisme, mais a eu au contraire un effet multiplicateur sur la volonté de combattre l'Occident. Et le phénomène s'est encore accentué avec l'annonce des bombardements américains et français sur l'Irak et la Syrie à partir de l'été 2014 : d'après un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies, publié en mai 2015, le nombre de volontaires combattants étrangers dans ces pays a augmenté de 71 % entre l'été 2014 et mars 2015²⁰. En été 2014, on estimait à 15 000 le nombre de combattants étrangers venant de 80 pays ; or en été 2015, 30 000 combattants en provenance de 100 pays se trouvaient en Syrie²¹, soulignant l'inefficacité de la stratégie occidentale, comme le rappelle l'organe officiel de l'État islamique :

En prenant le chemin de la guerre, les gouvernements se sont mis eux-mêmes sur une voie mortelle. Chaque bombe larguée en Syrie

ou en Irak sert comme un moyen de recrutement pour l'État islamique. C'est un choix peu sage lorsque des millions de musulmans vivent dans ces mêmes pays, qui seront rapidement poussés en avant par l'appel du Djihad²² [...]

Nous lisons trop souvent les messages de victoire des terroristes comme des bravades et de la rhétorique propagandiste et écartons ainsi les messages qu'ils contiennent. Après les attentats de Paris, en novembre 2015, on pouvait lire dans la version française de la revue de l'État islamique :

Les nombreux bénéfices de ces opérations [de Paris] ne pourront être entièrement cernés que dans les mois à venir et, plus particulièrement, suite à la position de la France et à sa réaction forcément stupide. En effet, s'il est une chose que l'Histoire a démontrée, c'est que les croisés ne tirent aucune leçon de leurs échecs face aux moudjahidines²³.

En clair, les terroristes ont compris que nous refusons – *volens nolens* – d'expliquer et de comprendre la nature du terrorisme, et que, par conséquent, nos réactions sont prévisibles, « forcément stupides(s) », et nous placent dans une posture négative. Force est de constater que les Djihadistes nous comprennent mieux que nous les comprenons, ce qui est la pire des situations stratégiques selon le stratège chinois Sun Tsu.

La prééminence de l'intention sur le résultat

Dans l’Islam, d’une manière générale,

*Les actes ne valent qu’en fonction de leur intention. Et à chaque homme revient ce dont il a eu l’intention*²⁴.

Une lecture que l’on retrouvera dans la notion de victoire. Pour simplifier et reprendre une terminologie occidentale, l’action n’a pas d’obligation de résultat, mais une obligation d’effort.

Ceci explique en partie le fait que des islamistes soupçonnés de terrorisme s’attribuent la paternité d’un nombre incalculable – et souvent bien peu réaliste – d’attentats. Cela a été notamment le cas dans les affaires de Khalid Sheikh Mohammed (surnommé « KSM »), de Zacarias Moussaoui et de José Padilla aux États-Unis. KSM a « avoué » sa participation à plus de 30 attentats terroristes dans le monde (y compris le 11 Septembre, les chaussures-bombes de Reid, l’attentat de Bali et bien d’autres), si invraisemblable qu’il a été surnommé le « One-Stop Shopping Terrorist Super Store²⁵ ».

Au-delà du fait que ces aveux ont été obtenus sous la torture, le refus de l’assistance d’un conseil juridique (à défaut d’un avocat) par les « coupables » souligne le caractère djihadiste de leurs « aveux ». Sans doute innocents pour la plupart des crimes dont ils s’accusent, ils en assument une responsabilité au niveau de l’intention. Ainsi, le système judiciaire américain leur donne l’opportunité de poursuivre leur Djihad et de servir de modèle pour de nouvelles générations de terroristes ! Ici également, cette démarche éclaire une dimension asymétrique. Le système des « Commissions militaires », mis en place par les États-Unis en 2006 pour juger les terroristes présumés, ne permet pas de produire des témoins ou des

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

plus tôt et tente de présenter l'image d'un terrorisme conquérant, qui cherche à imposer un modèle de société ou une idéologie, automatiquement totalitaire puisque contre la démocratie.

De nombreux commentateurs ont alors été choqués par l'usage du mot « guerre » par le président Hollande (certains jugeant que le mot « guerre » élevait les terroristes au rang de « combattants », ce qu'ils ne peuvent pas être). Il semblait que les commentateurs n'avaient pas compris que les Occidentaux avaient déclaré la guerre à l'État islamique en septembre 2014 déjà – lui conférant par la même occasion un statut qu'il n'aurait pas dû avoir. *Le Figaro* en ligne avait d'ailleurs titré « À Paris, les alliés déclarent la guerre à l'État islamique³⁹ ». Quelques jours plus tard François Hollande avait rappelé cette déclaration de guerre devant l'Assemblée générale des Nations unies, à New York :

Notre meilleure réponse à cette menace, à cette agression, c'est l'unité nationale dans cette guerre, car c'en est une, contre le terrorisme⁴⁰.

Une guerre initiée par une coalition occidentale en Irak et en Syrie, contre un adversaire qui alors ne constituait pas une menace contre l'Occident. Pourtant, à aucun moment, l'action française au Moyen-Orient n'a été remise en question. Or, au 14 novembre 2015, la coalition occidentale avait largué au total 28 578 bombes en Irak et en Syrie, au cours de 8174 sorties et provoqué la mort de 639 à 1974 civils innocents, dont plus d'une centaine d'enfants⁴¹. Victimes collatérales, probablement. Mais au nom de quel objectif stratégique ?

Sur les réseaux sociaux, les sympathisants des terroristes ne

se sont pas appuyés sur des arguments religieux, mais sur des considérations géostratégiques. Plus exactement, l'argument religieux est venu en appui du raisonnement géostratégique et non l'inverse. Les attaques de Paris ont été fréquemment désignées « ghazawat » (razzias), un terme militaire qui se réfère aux raids menés par les partisans de Mohammed au VII^e siècle, et qui continue à désigner les opérations entre tribus que l'on observe en Afrique du Nord, par exemple. On a ainsi une violence qui trouve sa justification à travers l'histoire religieuse, mais qui n'a pas un objectif religieux en soi. Un raisonnement pas très différent de la réflexion occidentale, qui accepte l'usage de la torture au nom des Droits de l'homme et des valeurs occidentales. Les victimes collatérales des bombardements occidentaux en Afghanistan, au Pakistan, en Irak, en Syrie, au Yémen, etc. sont des sujets récurrents dans les messages des organisations islamistes et non la diffusion de la foi islamique.

LES DJIHADISTES – PSYCHOPATHES OU FOUS ?



Pour expliquer les attentats du 11 Septembre, ou ceux de novembre 2015 à Paris, on a présenté les terroristes comme des psychopathes assoiffés de sang ou sexuellement frustrés, arguant que ces actes étaient le résultat de troubles mentaux. D'où le mythe des « 72 vierges », auxquelles le martyr aurait accès dans l'au-delà, qui relève davantage de l'impuissance occidentale à expliquer et répondre à ce type d'attentat que de la réalité. En fait, même si le Coran décrit avec beaucoup de détails le paradis, la légende des « 72 vierges » ne s'y trouve pas, comme le confirme la brillante explication donnée par Lesley Hazleton, qui n'est ni arabe, ni musulmane,

mais juive américano-britannique⁴². On en rencontre une forme dans les hadiths (tradition) et encore, elle ne s'applique pas qu'aux martyrs, mais à tous les musulmans. On peut donc difficilement trouver là une motivation pour devenir martyr. Cela n'expliquerait pas non plus les bombes humaines en Indonésie, où cette croyance n'est pas répandue dans la population musulmane et où les études ont montré que les terroristes concernés vivaient généralement dans des ménages heureux⁴³. Par ailleurs, la légende des « 72 vierges » si elle constituait une motivation majeure, n'expliquerait pas l'importance des femmes martyres. Celles-ci, si l'on ne peut exclure dans certains cas isolés que leur action soit le fait d'une pression extérieure, ont généralement une démarche volontaire. En Tchétchénie, des jeunes femmes – souvent épouses, fiancées ou sœurs de combattants tchétchènes tués au combat – ont rejoint les rangs des terroristes islamistes, afin de commettre des attentats, cette fois dans un esprit de « vendetta ». Également surnommées « veuves noires » (en russe : « shakhidki » ou « smertnitsy »), elles sont impliquées dans la plupart des attentats les plus spectaculaires réalisés par les terroristes tchétchènes depuis 2000.

Un profil inattendu

Nous aimons voir dans les terroristes des individus « paumés » ou des « branleurs »⁴⁴ et leur appliquons les qualificatifs les plus divers. Sous-estimer son ennemi est une grave erreur stratégique... que nous nous complaisons à répéter. La réalité est bien différente. On trouve certes aussi des individus avec peu d'éducation et un passé criminel, mais il serait faux d'en tirer une règle. L'État islamique, par exemple

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Résistance.

Cette doctrine est issue de l'occupation occidentale en Irak et ailleurs, elle a ici clairement un objectif de reconquête, face à l'occupation étrangère et aux gouvernements mis en place par l'Occident. On pourrait voir dans ce passage fluide entre le terrorisme et l'action sur le champ de bataille, une similitude avec la doctrine du général vietnamien Nguyen Vô Giap. Mais elle ne s'applique que sur un territoire occupé par des puissances illégitimes et, en l'état, ne concerne que l'Irak et la Syrie. Cependant, ce schéma pourra assez facilement s'étendre à d'autres régions où l'Occident s'efforce de promouvoir des régimes qui lui sont favorables, comme en Égypte ou en Tunisie.

Le Djihad par terrorisme individuel (Djihad al-Irhab al-Fardi)

Le Djihad par terrorisme individuel (également évoqué dans la littérature djihadiste sous les appellations de « Djihad individuel » ou « Terrorisme individuel ») est une forme de combat mise en œuvre par des individus seuls ou par de très petits groupes, indépendants. Il correspond approximativement à ce que les Occidentaux appellent « loup solitaire ». Mais là où les Occidentaux tendent à voir l'action d'un individu asocial et retiré du monde, les Djihadistes y voient simplement le mode opératoire d'un individu avec une vie sociale parfaitement normale, qui constitue une forme de « terrorisme furtif » destiné à contourner – voire saturer – les moyens de surveillance des services de renseignement occidentaux. Les terroristes montrent ainsi leur capacité à maintenir l'initiative par rapport aux organes de sécurité occidentaux.

Totalement déconnecté de toute organisation et structure de conduite, le terroriste ne reçoit aucun ordre ou instruction : il

organise son action au niveau local avec ses propres moyens et réseaux individuels. Les apprentis terroristes sont même découragés à se rendre dans des pays ou zones islamistes pour se former. Grâce au Djihad ouvert, ils doivent pouvoir se former seuls, de manière discrète, à la maison, sans contact avec des réseaux extérieurs, en utilisant des cours, manuels, et documents accessibles sur le net pour acquérir la connaissance technique nécessaire au Djihad. L'aspect le plus important de ce concept est que le déclenchement de l'action terroriste – ou son inspiration – vient du pays-cible lui-même, plaçant ainsi la responsabilité de l'acte terroriste sur l'agresseur des musulmans. C'est d'ailleurs l'origine du nom du magazine de la BDPA : *Inspire*.

Le Djihad individuel n'est pas un phénomène nouveau en soi, mais il a été conceptualisé par la BDPA récemment et a acquis une dimension doctrinale, dont l'idée-maîtresse est clairement orientée sur la réponse aux actions occidentales :

[Ces opérations] portent la guerre vers le territoire de l'ennemi, exactement comme il le fait en tuant nos frères et sœurs musulmans dans les pays islamiques, en détruisant leurs maisons et brûlant leurs plantations.

Elles obligent l'ennemi à revoir ses politiques agressives contre les musulmans. Lorsqu'il est frappé sur son sol à cause de sa guerre contre l'Islam et l'occupation de terres musulmanes, il doit modifier sa posture. Celui qui est à l'abri des châtiments, se conduit mal⁶⁶.

Dans sa forme la plus « aboutie », le terrorisme par Djihad

individuel ou terrorisme individuel tire son efficacité stratégique d'un ensemble d'actions déclenchées de manière individuelle et non-coordonnée, contre des objectifs variés, qui prend l'apparence d'une insurrection.

Le principe de base de cette activité opérationnelle est que le moudjahid, le membre de la Résistance, pratique le Djihad individuel dans son pays, là où il vit et réside, sans que le Djihad lui coûte le problème de voyager, de migrer et de se déplacer là où le Djihad est possible. L'ennemi aujourd'hui est un, et il est partout⁶⁷.

Le recours au terrorisme⁶⁸ individuel est donc mené « dans des situations où les moudjahidines repoussent leurs ennemis et la terreur ennemie par un Djihad défensif⁶⁹ ».

Ces concepts, qui ont été développés à l'origine par la Base du Djihad dans la péninsule arabique (BDPA), ne sont pas exclusifs à ce groupe, mais – comme le suggère l'idée de Djihad ouvert – sont utilisés par d'autres structures terroristes, comme l'État islamique :

Premièrement, les structures opérationnelles clandestines complexes (dans le pays-cible) sont abandonnées au profit d'individus (ou de très petits groupes) indépendants et qui peuvent communiquer sans passer par des moyens techniques, et avoir ainsi des activités qui échappent aux services de renseignement.

Deuxièmement, l'action terroriste est totalement déconnectée des structures existant en Syrie ou ailleurs. Elle est

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Le constat

Durant ce dernier quart de siècle, l'Occident s'est attaché à combattre avec vigueur le terrorisme. Les États-Unis seuls auraient dépensé plus de 5 trillions de dollars¹ dans cette guerre qui finalement n'a fait – *nolens volens* – qu'encourager le terrorisme. Parallèlement, dans tous les pays occidentaux, on observe un recul constant des libertés individuelles, une intrusion toujours plus marquée de l'État et des services de renseignement dans la vie privée des individus, une action politique souvent incohérente – qui échappe toujours plus aux principes de l'État de Droit –, et une compromission des pays « démocratiques » dans des pratiques – comme la torture – en contradiction avec les fondements mêmes des valeurs de la société occidentale. Nous pouvons saisir la logique de cette « fuite en avant », mais nous arriverons un jour au point où les valeurs que nous prétendons défendre auront simplement disparu derrière les besoins sécuritaires que nous aurons créés de toutes pièces : que défendrons-nous alors ? Et tout se passe dans une indifférence populaire qui surprend et alimente des tendances extrémistes qui pour-raient menacer, à terme, nos démocraties. C'est d'ailleurs en substance le message transmis par la présidente de la Commission du renseignement du Sénat américain, en décembre 2014, lors de la publication du *Rapport sur l'usage de la torture par la CIA*². Nous y reviendrons.

Comme nous l'avons vu, depuis plus de 35 ans, les conflits du Moyen et Proche-Orient se sont enchaînés de manière incrémentale, liés entre eux par des manipulations et des falsifications qui ont toutes leur origine en Occident et qui visaient systématiquement à induire les opinions publiques en erreur :

- L'intervention soviétique de 1979 est une conséquence de l'action clandestine des services secrets américains en Afghanistan, qui cherchait à créer des foyers insurrectionnels islamistes, financés et soutenus par les États-Unis, pour renverser le gouvernement prosoviétique ; ces foyers ont ouvert la voie à une « conscience islamique », qui est arrivée à point pour prendre le relais des idéologies révolutionnaires marxistes, en perte de vitesse dès les années 90 ;

- L'offensive irakienne contre le Koweït en 1990 résulte d'une carte blanche donnée par les Américains à Saddam Hussein, après qu'il leur a demandé leur avis ;

- L'intervention américaine en Irak de 1991 a été autorisée par le Conseil de sécurité des Nations unies sur la base d'un crime attribué à l'Irak et fabriqué de toutes pièces par les États-Unis ;

- La fin de non-recevoir adressée par les Américains aux Saoudiens qui leur demandaient de quitter leur pays après la première guerre du Golfe a motivé les attentats islamistes contre les États-Unis dès 1995 ;

- Les frappes américaines aveugles de 1998 sur l'Afghanistan et le Soudan, sans savoir qui étaient les réels coupables des attentats de Nairobi et Dar-es-Salaam, qui ne toucheront que des civils et inspireront les attentats du 11 Septembre ;

- L'intervention américaine – puis de l'OTAN – contre l'Afghanistan, qui n'est pas autorisée par le Conseil de sécurité des Nations unies, et est motivée par le soi-disant refus des Taliban d'extrader Oussama Ben Laden, alors que de l'aveu même du ministre de la Défense américain, celui-ci n'est pas considéré comme impliqué dans les attentats du 11 Septembre ;

- L'intervention américaine en Irak, qui n'a pas été autorisée par le Conseil de sécurité des Nations unies, était motivée par

les affirmations fallacieuses selon lesquelles, d'une part, l'Irak aurait détenu des armes de destruction massive et, d'autre part, qu'il aurait eu des liens avec « Al-Qaïda » ; le tout après un embargo qui avait causé des milliers de morts parmi les civils irakiens ;

- L'offensive américano-britannique en Irak en 2003, et l'incapacité de mettre en place une gouvernance, génère un mouvement de résistance en Irak, s'articulant autour de clivages religieux qui conduiront aux attentats de Madrid (2004) et de Londres (2005) ;

- L'intervention de la France et des États-Unis en Libye, qui outrepassait clairement le mandat des Nations unies pour renverser le gouvernement sans alternative viable, et qui a ainsi poussé le pays dans le chaos et généré des massacres de populations ;

- L'intervention clandestine des États-Unis, puis de la France, en Syrie, afin de soutenir des rebelles islamistes avec pour objectif le renversement du gouvernement de Bachar Al-Assad ;

- Le déclenchement des frappes américaines en Syrie – sans l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations unies – contre un État Islamique qui n'avait pas été considéré comme une menace pour les États-Unis – a été motivée par l'existence d'une menace « imminente » contre les États-Unis, qui a été créée de toutes pièces et qui s'est avérée être inexistante.

Au total, en 2015, le nombre de victimes civiles innocentes directement provoquées par les coalitions occidentales a été de 26 000 en Afghanistan et de 165 000 en Irak, deux pays contre lesquels l'Occident s'est engagé et dont il s'est retiré sans aucun résultat après y avoir installé le chaos, auxquels s'ajoutent 21 500 civils au Pakistan, un pays contre lequel nous ne sommes

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Les manigances de l'Occident envers le Moyen et Proche-Orient ont été absorbées par le fatalisme du plus grand nombre, et provoqué la violence d'une minorité. Mais nous approchons lentement la limite de la résilience des populations. « Al-Qaïda » ne représentait qu'une idée, mais aujourd'hui, les rebelles syriens et irakiens (y compris l'État islamique), représentent des entités palpables, qui cristallisent l'indignation des jeunes islamistes et poussent vers une « popularisation » du radicalisme. Ce mécanisme déclenche des effets parallèles – qui s'observent déjà – à travers une montée des extrêmes occidentaux, avec le danger de voir la communauté juive se trouver prise en étau entre les deux.

LE MYTHE DE LA PUISSANCE AMÉRICAINE

Le mirage du renseignement électronique

Avec plus de 200 000 personnes, 17 agences, et un budget annuel compris entre 50 et 60 milliards de dollars, la communauté du renseignement américain est sans doute la plus importante du monde. Elle surveille en permanence quelque 700 000 personnes dans le monde, tandis que sa composante électronique, la National Security Agency (NSA), récoltait en 2013, à elle seule, plus de 220 milliards d'éléments d'information par mois¹⁶. Selon le journal britannique *The Guardian* (qui a publié les documents divulgués par Edward Snowden), son équivalent britannique, le Government Communication Headquarters (GCHQ), récolte toutes les 7 minutes et demie l'équivalent de la bibliothèque nationale, soit 21 pétaoctets de données par jour, uniquement en espionnant le flux dans les fibres optiques entre le Royaume Uni, l'Europe et

les États-Unis (projet TEMPORA)¹⁷.

Les chiffres donnent le vertige et suggèrent un savoir quasi illimité, propre à maîtriser toutes les crises. Le cinéma prend le relais de la réalité en montrant des satellites auxquels rien n'échappe, la conduite d'opérations en temps réel où satellites et drones identifient des individus et les suivent pour les frapper sans coup férir.

Il n'en est rien.

La réaction aux attentats terroristes est d'accumuler le plus d'informations possibles sur les citoyens. Or, nous atteignons le point où la granularité de l'information nécessaire à prévenir l'acte terroriste est telle que même les moyens techniques les plus sophistiqués ne permettent plus de l'obtenir. De plus, la masse d'informations acquises croît de manière exponentielle et finit par asphyxier les mécanismes analytiques. Le problème qui en découle est que l'analyse n'est plus faite par des hommes, mais par des ordinateurs. La masse des données récoltées est étudiée au moyen d'algorithmes basés sur des « comportements-types » qui, dans le meilleur des cas, définiront un suspect, et dans le pire des cas, le condamneront à mort. C'est de cette manière que sont sélectionnés les cibles des drones et les suspects de terrorisme au États-Unis : la combinaison d'une série de critères (par exemple : musulman, célibataire, a fait X voyages dans la zone Y, gagne tant par mois, fréquente A, B et C, téléphone à B et D, a emprunté tel et tel livre à la bibliothèque municipale, etc.) permet d'identifier un comportement terroriste susceptible d'être placé sous surveillance.

Durant les débats qui ont accompagné la procédure d'adoption des lois sur le renseignement en France et en Suisse durant 2015, on a largement insisté sur l'importance de la

surveillance des réseaux sociaux et des réseaux de communication dans un but de prévention. En fait, le gigantesque programme de recueil d'informations sur les réseaux sociaux et autres moyens de communication électronique par la NSA, et les trillions d'éléments d'informations recueillis depuis le début des années 2000 par les services de renseignement américains, n'ont pas permis de prévenir un seul attentat terroriste...

Dès 2013, avec les divulgations d'Edward Snowden, l'establishment américain a tenté de justifier ces écoutes des citoyens américains. En juin 2013, le général Keith Alexander, Directeur de la NSA, affirmait que 54 attentats terroristes avaient ainsi été prévenus, dont 13 aux États-Unis, 9 contre des intérêts américains à l'étranger, 25 en Europe, 11 en Asie et 5 en Afrique¹⁸. Mais lors de l'enquête parlementaire diligentée par la suite, le général Alexander a dû reconnaître que cette affirmation avait été exagérée¹⁹ et que l'information récoltée n'avait permis que de confirmer l'information déjà existante, et que seulement un, peut-être deux cas de « complots » « auraient » pu être identifiés²⁰. En réalité, il s'avérera qu'il ne s'agissait que d'un seul cas : l'arrestation de Basaaly Moalin, un chauffeur de taxi de San Diego (Californie) qui avait versé 500 dollars entre 2007 et 2008 à un correspondant somalien soupçonné d'être associé à Al-Shabaab. Mais dans un rapport de 2009, le FBI a même reconnu que ces versements n'avaient aucun rapport avec le terrorisme et étaient dus à des liens tribaux²¹. Ainsi, au final, les 200 milliards d'éléments d'informations recueillis chaque mois par la NSA à cette époque²² n'ont pas permis de prévenir un seul attentat terroriste...

L'attentat de Boston en 2012 n'avait pas été détecté, pas plus que celui de San Bernardino en 2015... Alors que les

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

Unis et eux seuls, et constituait une réponse à des crimes déjà commis par les États-Unis contre des populations civiles innocentes. En reprenant cet attentat à un niveau global, on a exonéré les États-Unis de leur responsabilité, et implicitement assumé leurs erreurs. On a donc simplement accentué le problème au lieu de le résoudre. Certains rétorquent que les attentats attaquaient des innocents et touchaient ainsi des valeurs essentielles et universelles. L'objection est valable, mais alors pourquoi ne pas avoir fait valoir ces mêmes arguments en 1996, en 1998 ou en 2003 ?

Ce qui est inacceptable, c'est la manipulation et la désinformation qui visent à transformer des intérêts particuliers en intérêts communs. Par la tricherie et le mensonge, on a fait en sorte que le problème soit devenu si grave qu'il ne peut plus être traité par la négociation ou la diplomatie, et que sa résolution n'implique que des solutions extrêmes imposées à la communauté internationale. Il est inadmissible de détourner les institutions multilatérales, comme l'ONU ou l'OTAN, qui ont été conçues pour stabiliser l'environnement sécuritaire global à des fins particulières, sans qu'aucun pays ne réagisse. Il est ironique de constater que les pays européens, qui sont aujourd'hui les plus farouchement opposés à accueillir des réfugiés du Moyen-Orient, sont précisément ceux qui constituaient la « Nouvelle Europe » de Georges Bush et ont le plus contribué à créer le problème pour des raisons simplement lucratives, car ils n'étaient ni menacés ni concernés par les problèmes de cette région.

Paradoxalement, l'extension des capacités de recueil des informations que le PATRIOT Act a prévue par ses Sections 215 et 702, ne s'est ainsi pas traduite par une amélioration des capacités des services. La Section 215 autorise le gouvernement américain à collecter des données par l'entremise de tiers

(fournisseurs d'accès, compagnies de téléphone, bibliothèques, etc.) et la Section 702 autorise le gouvernement à écouter les communications de personnes étrangères résidant à l'étranger. Dans un rapport produit par l'Inspecteur-général du FBI le 21 mai 2015, le service américain doit constater que cette législation, pourtant évoquée en exemple en Europe, n'a pas permis d'empêcher un seul attentat, en raison du fait que l'abondance d'informations noie les capacités d'exploitation des services⁴³.

Avec plus de 200 000 employés réguliers, on pourrait imaginer que les services de renseignement américains aient une vision claire et cohérente du monde. Il n'en est rien. À titre d'illustration, 14 des 19 terroristes soupçonnés d'avoir mené les attentats du 11 Septembre sont encore aujourd'hui sur des listes d'interdiction de vol⁴⁴. Ni conspiration, ni manipulation ici. La raison en est simplement que les services de renseignement américains ignorent encore exactement qui étaient ces auteurs, si leur identité connue correspond à leur identité réelle, etc.

La confusion entre les renseignements stratégique et tactique ou opérationnel est également due au fait que des ressources, qui appartiennent traditionnellement au niveau stratégique – comme l'écoute électronique dans tous ses domaines spécifiques –, ont été placées au service du renseignement tactique. Autrefois, les écoutes électroniques servaient à recréer « l'ordre de bataille » de l'adversaire, afin d'en déduire ses intentions à partir de la configuration des réseaux et, naturellement, à détecter ses actions à partir du déchiffrement de ses messages. Il y avait donc un intense travail analytique qui pouvait s'exercer dans un contexte relativement bien structuré. Aujourd'hui – et ce sera encore plus le cas dans l'avenir – les réseaux sont fluctuants, voire inexistant, et il est quasiment impossible de

détecter une action à partir de l'analyse des réseaux, sans connaître le contenu même des messages échangés. Il en est résulté un transfert fonctionnel entre les deux niveaux de renseignement, qui s'est fait au détriment du renseignement stratégique.

On pourrait résumer la situation en constatant que le renseignement durant la guerre froide devait percer des secrets (autrement dit, des informations qui existaient, mais étaient difficilement accessibles) alors qu'aujourd'hui ils doivent découvrir des « mystères » (c'est-à-dire des informations qui n'existent peut-être pas). Ce phénomène s'est considérablement accentué avec l'adoption de doctrines telles que le « terrorisme individuel » qui atomise les processus de planification et de décision, au point qu'ils se retrouvent hors de portée des services de renseignement.

Une des conséquences de cet état de fait est la confusion croissante entre « information » et « renseignement ». L'information est une matière première, tandis que le renseignement est le produit d'un processus analytique qui utilise des informations. Le problème est que, dans les situations de crise et en particulier dans les situations terroristes, les informations pertinentes pour alimenter un processus de renseignement complet sont rares. Il en résulte que, souvent, l'information constitue le renseignement, fragilisant ainsi la base même de la décision.

Pour répondre à cette situation, les services de renseignements américains et européens ont développé des outils technologiques et légaux qui leur permettent d'acquérir le plus d'informations possible, en plongeant dans l'intimité des individus. Ils pensent ainsi disposer de la masse critique permettant de générer du renseignement, mais c'est un miroir aux alouettes. En réalité, les terroristes sont généralement

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

guerre. En deuxième lieu, parce que les cadres éliminés sont très rapidement remplacés et les capacités opérationnelles des Djihadistes ne semblent pas en être affectées. En troisième lieu, parce que – selon une étude du Centre d'études stratégiques de l'université de Jordanie, en coopération avec les universités américaines de Princeton et du Michigan⁶⁹ – cette forme d'implication des États-Unis dans la région justifie, pour 73,5 % des Yéménites interrogés, le fait de frapper des Américains partout dans le monde.

Sur le plan stratégique, il est certain que ces frappes touchent des terroristes et c'est un gain tactique. Mais dans un contexte asymétrique, ces éliminations sont en fait une consécration pour les victimes (en l'occurrence, les terroristes) – qui y voient l'aboutissement de leur engagement pour leur foi – et deviennent une source de radicalisation pour les survivants et les familles de ceux qui ont été indûment frappés. Ainsi, punir un individu signifie également générer du terrorisme. C'est ici que le renseignement stratégique trouve sa vraie utilité, pour éclairer les décideurs sur les mécanismes fondamentaux du terrorisme, afin d'anticiper – compte tenu des faits, des individus, de leur passé, de leur caractère, de leur environnement politique, etc. – les conséquences possibles des décisions prises, et d'évaluer le gain ou le coût stratégique d'éliminer un ou des individus.

Le renseignement – juge et partie

Dès lors qu'il définit qui est la menace et qu'il a la liberté de la neutraliser, un service de renseignement devient juge et partie, et les risques de compromission et de corruption sont importants. En effet, les services peuvent alors créer eux-mêmes les conditions qui leur permettent d'intervenir. Et ce n'est plus

de la fiction !

Une étude de Human Rights Watch de 2014⁷⁰ constate que les principales opérations terroristes mises à jour aux États-Unis impliquent des agents du gouvernement⁷¹ ! Suivant une pratique qui a été développée pour la lutte contre la drogue – qui autorise des agents infiltrés à inciter des criminels potentiels à accomplir des actes illégaux afin de les prendre « la main dans le sac » –, la police américaine et le FBI ont engagé plus de 15 000 informateurs et infiltrés, qu'ils utilisent pour générer des actes terroristes et arrêter ensuite les coupables. Une pratique qui a conduit en prison des individus relativement simples d'esprit, qui n'avaient à l'origine aucune intention de mener des actions violentes, qui ne constituaient aucune menace pour la sécurité nationale, souvent sans emploi, à s'engager dans des opérations qui ne leur seraient même pas venues à l'esprit, mais à qui on a fait miroiter une somme d'argent pouvant aller jusqu'à un quart de million de dollars⁷². Dans certains cas, le FBI a fourni des explosifs et armes factices à l'apprenti-terroriste, qui n'aurait en aucun cas été une menace pour qui que ce soit, ce qui n'a pas empêché qu'il soit condamné à 25 ans de prison. Jusqu'en 2012, sur 22 tentatives d'attentat jugées aux États-Unis, 14 – soit deux tiers – avaient été provoquées par le FBI⁷³ !

L'un des plus récents exemples de ces « attentats », organisés par le FBI est l'arrestation, très opportune, le 30 décembre 2015, d'Emanuel Lutchman, un chrétien récemment converti à l'islam et sujet à des troubles psychiques. Il a été attiré dans un complot par des informateurs du FBI et toute la préparation de l'« attentat » – y compris l'achat de la machette et de la cagoule qu'il devait utiliser – avait été effectuée par le FBI⁷⁴!

Ainsi, aussi étrange et paradoxal qu'il y paraisse, le FBI est

devenu le principal organisateur d'attentats terroristes aux USA, avant même « Al-Qaïda » ou l'État islamique⁷⁵ !

Le rôle du renseignement dans la lutte contre le terrorisme tel qu'il s'est développé depuis 2001 s'insère dans une dynamique qui réside dans un axiome : « La sécurité ou la liberté individuelle. » On peut en effet concevoir que la sécurité exige une présence un peu plus appuyée de l'État. Le problème est qu'elle tend à placer lentement les forces de sécurité audessus des lois. Un phénomène qui apparaît relativement clairement aux États-Unis et qui commence à prendre pied en Europe.

On retrouve ainsi, de plus en plus, les caractéristiques des pays de l'Est durant la guerre froide : un rétrécissement toujours plus grand de la sphère privée au bénéfice de l'État, des restrictions toujours plus grandes à la liberté de pensée, des restrictions naissantes à la liberté de religion, etc. On peut certes accepter ces restrictions, mais il arrivera un jour où il sera difficile d'expliquer les valeurs que l'on défend si on y renonce. Or, ce grignotage progressif des valeurs qui font la démocratie crée une demande pour de nouvelles valeurs. Ce débat, qui a commencé seulement à se développer aux États-Unis, notamment après la publication du rapport sur l'usage de la torture (que nous verrons plus loin), est encore totalement inexistant en France, où il est occulté par un débat politique qui vise à lutter non pas contre le terrorisme, mais contre l'extrême droite.

Le renseignement et la lutte contre le terrorisme

Au lendemain des attentats du 11 Septembre, les services de

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

*notre conflit avec Al-Qaïda, les détenus d'Al-Qaïda eux non plus ne peuvent être considérés comme prisonniers de guerre*⁹².

Le même jour, il décide la mise en place du système des prisons secrètes de la CIA, dont la première sera opérationnelle dès mars 2002 en Thaïlande⁹³. Il s'agissait de prisons dans lesquelles la CIA sous-traitait les activités de torture qu'elle ne pouvait pratiquer sur le territoire américain. Relevons ici que le PATRIOT Act autorise l'utilisation d'aveux obtenus sur la torture si ceux-ci sont obtenus à l'étranger. Ainsi, plusieurs pays européens contribueront au programme américain en laissant le libre passage aux avions de la CIA qui convoaient les prisonniers, et d'autres – forts de leur expérience de l'époque communiste, comme la Pologne et la Roumanie – ont pratiqué la torture pour plaire, cette fois-ci, aux Américains.

Rappelons qu'il existe deux formes fondamentales de torture : la torture à caractère punitif et la torture destinée à obtenir une information ou une action du supplicié.

La première n'a aucun rapport avec le renseignement. Elle est fréquemment rencontrée en Amérique latine et en Afrique, où elle est un moyen d'humilier le « vaincu » par des traitements dégradants (souvent à connotation sexuelle) et prend souvent la forme d'un tragique et stupide jeu sadique.

La seconde peut avoir des objectifs divers, parmi lesquels la collecte d'informations. Elle est appliquée de manière « plus froide » et est généralement orientée vers un résultat opérationnel et non sur l'assouvissement de fantasmes personnels.

Pour l'obtention de renseignements, il y a deux principales méthodes de torture, qui peuvent évidemment être combinées :

- Les méthodes coercitives (usage de la douleur physique) et les méthodes de privation sensorielle (torture psychique), qui ont été développées aux États-Unis et en Grande-Bretagne durant les années 60, et ont été utilisées en Irlande du Nord par l'armée britannique. Issues de la recherche en matière de psychologie et de science du comportement, ces techniques d'interrogation sont basées sur la désorientation du prisonnier en manipulant ses perceptions sensorielles, et sont très efficaces. Ces méthodes n'utilisent pas de violence physique mais des variations de sons et de lumière pour déstabiliser et désorienter le détenu et le rendre plus coopératif.

L'examen des tortures infligées aux prisonniers afghans et arabes détenus par les Américains montre non seulement que les techniques utilisées étaient plus primitives et moins efficaces que celles des Britanniques en Irlande du Nord, 40 ans plus tôt, mais également que leur manière d'utiliser la torture avait un caractère punitif et de revanche personnelle. Ceci est confirmé par la Commission d'enquête du Sénat américain sur le Programme d'interrogation et de détention, qui constatait que la torture avait même été pratiquée dans des cas où l'on savait qu'elle était inutile !

Abu Ghraïb

Les actes révélés par la presse en avril 2004 sur les traitements infligés par les forces armées américaines aux prisonniers irakiens dans la prison d'Abou Ghraïb à Bagdad, avaient – en réalité – pour objectif de « préparer » les prisonniers à des interrogatoires non coercitifs. Toutefois, dans l'esprit et dans la manière de faire, ils s'apparentent davantage aux tortures « sadiques » telles qu'elles sont pratiquées dans le tiers-monde et qui cherchent à avilir l'ennemi. Le rapport

SECRET établi par le major-général Antonio M. Taguba et publié en mai 2004 indique clairement :

[J'observe :] Qu'entre octobre et décembre 2003, dans l'établissement d'isolement d'Abou Ghraïb, de nombreux incidents impliquant des sévices sadiques, flagrants et gratuits infligés sur plusieurs détenus. Ces maltraitances systémiques et illégales des détenus ont été perpétrées intentionnellement par plusieurs membres des surveillants de la Police Militaire⁹⁴ [...]

Ainsi, le fait d'avoir d'une part rejeté l'application des Conventions de Genève aux prisonniers et d'autre part le fait d'avoir établi un lien entre la guerre contre l'Irak et la lutte contre le terrorisme a ici clairement créé une « légitimité » pour la menée d'interrogatoires contraires aux lois internationales et aux valeurs occidentales en Irak. Cela illustre, une fois de plus, le manque de vision stratégique américaine dans un contexte djihadiste.

Ainsi, la décapitation de Nicolas Berg, montrée sur un website islamiste le 11 mai 2004, est une évidente réponse aux pratiques américaines, ainsi que l'exprime un des terroristes avant la mise à mort :

Pour les mères et femmes des militaires américains, sachez que nous avons demandé à l'administration américaine d'échanger ces otages avec des détenus à Abou Ghraïb et ils ont refusé. Ainsi, la dignité des hommes et des femmes musulmans d'Abou Ghraïb ne

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

fondements mêmes de ces sociétés. On peut s'en féliciter ou le déplorer, mais on doit le constater. Bon ou mauvais, le phénomène apparaît comme inéluctable et la question est de savoir s'il est géré de manière cohérente. Avec le « choc des civilisations », la montée des fondamentalismes et du terrorisme, il s'agit d'aborder une réflexion nouvelle sur notre manière de gérer et de faire progresser le phénomène de mondialisation au contact de cultures et de sociétés différentes.

Dans la plupart des pays défavorisés, l'évolution continue à être imposée de l'extérieur et ne résulte pas d'un développement « harmonieux » de la société. La décolonisation s'est engagée avec une dynamique révolutionnaire servant les intérêts de la politique étrangère de l'URSS, puis s'est prolongée par une sorte d'utopie humanitaire centrée sur un bien-être matériel et non sur une évolution des esprits. L'accélération des processus démocratiques ou économiques dans le tiers-monde donne souvent l'illusion d'un aboutissement, mais les progrès restent cependant très superficiels et mal ancrés dans les cœurs et les cultures.

Animés d'intentions peut-être louables, les Occidentaux tentent – avec des succès variables – d'éradiquer des pratiques et croyances ancestrales qu'ils perçoivent comme des obstacles à l'accession à la démocratie et à l'universalisme des Droits de l'homme. Ce faisant, toutefois, ils créent souvent de nouveaux déséquilibres culturels à l'intérieur même de ces sociétés, difficiles à gérer et générateurs de tensions.

Après le 11 Septembre, notre vision globalement marxiste des problèmes nous a conduits à trouver dans l'inégalité des richesses dans le monde la cause du terrorisme. Nous adaptons les causes du terrorisme à nos réponses, au lieu d'adapter les réponses aux causes :

La pauvreté est le nid du terrorisme. Même si les attentats du 11 septembre ont été réalisés par des intellectuels aisés, un des fondements de leur action réside dans les conséquences des inégalités socio-économiques existant entre pays industrialisés et pays pauvres. La sécurité internationale et la lutte contre le terrorisme seraient sensiblement améliorées si Américains et Occidentaux se préoccupaient davantage du sort des populations des pays pauvres en réorientant leur politique économique et financière et en augmentant l'aide et la coopération au développement¹¹⁴.

Aujourd'hui pourtant, de très nombreux experts s'accordent sur le fait que la répartition des richesses et la pauvreté ne sont pas à l'origine du terrorisme islamiste. Les 19 auteurs des attentats du 11 Septembre étaient issus de familles plutôt aisées et avaient bénéficié d'une formation en Europe. Le Dr Aïman al-Zawahiri, second d'Oussama ben Laden, a suivi des études de médecine, comme Abd el-Rantisi, ancien chef du Hamas palestinien. Oussama Ben Laden était lui-même millionnaire et issu d'une famille privilégiée. Le cheikh Anwar al-Awlaki, l'un des théoriciens du Djihadisme moderne, était fils d'un diplomate yéménite, etc.

La politique étrangère – arme stratégique

Dans le monde musulman, où l'environnement culturel et religieux prédispose à un certain fatalisme, la richesse et la prospérité – au sens occidental du terme – ne constituent pas des

objectifs en soi. La prospérité n'est évidemment pas rejetée, mais elle est subordonnée à la conservation d'un certain nombre de repères culturels essentiels pour la cohésion de la société¹¹⁵. À l'inverse, en Occident, le matérialisme et la science ont profondément modifié notre regard sur la tradition et la religion.

Ce n'est donc pas la « jalousie ni la frustration » qui animent l'agressivité envers l'Occident, mais plutôt un réflexe de protection contre ce qui est perçu comme un « impérialisme culturel » pouvant mettre en péril l'essence même des sociétés. Le devoir d'« ingérence humanitaire » prôné par Bernard Kouchner¹¹⁶ et qui motive bien souvent notre intervention, est malheureusement à double tranchant et doit être mis en pratique sans aveuglement missionnaire, mais avec tact et circonspection. C'est d'ailleurs l'organisation Médecins sans frontières qui a été poussée hors d'Afghanistan à la fin juillet 2004, après l'attaque délibérée de 5 de ses collaborateurs au nord de l'Afghanistan.

L'Occident a vu à travers les attentats du 11 Septembre la nécessité de lutter contre la pauvreté et de s'impliquer davantage dans le tiers-monde. Or, c'est probablement exactement l'inverse que voulait nous signaler le message terroriste djihadiste. À tort ou à raison, ils veulent moins d'Occident dans leur culture et dans leur quotidien. Il est symptomatique de noter que la Suisse, qui n'est pourtant pas associée à la coalition internationale contre l'État islamique, mais a fourni une l'aide humanitaire à l'Irak (et était indiquée à ce titre comme contribuant à la coalition sur *Wikipédia*¹¹⁷) a été menacée par l'État islamique, indirectement il est vrai, dans sa vidéo « No Respite » publiée en novembre 2015¹¹⁸.

Le phénomène de mondialisation implique des bonds culturels importants, que certaines sociétés ne peuvent pas ou ne veulent pas faire. L'évolution des sociétés est le résultat d'un

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

- '2. « Report finds government agents 'directly involved' in many U.S. terror plots », Police State USA, 31 juillet 2014. (<http://www.policestateusa.com/2014/report-finds-fbi-plans-its-own-terror-plots/>)
- '3. David K. Shipler, « Terrorist Plots, Hatched by the F.B.I. », *The New York Times*, 29 avril 2012.
- '4. Jonathan Dienst, Tom Winter and Tracy Connor, « ISIS Lover Emanuel Lutchman Planned New Year's Machete Attack:FBI », *CBS News*, 31 décembre 2015.
- '5. Trevor Aaronson, *The Terror Factory: Inside the FBI's Manufactured War on Terrorism*, Ig Publishing, January 2013; voir également la video : « The FBI is Responsible for More Terrorism Plots in the United States than any other Organization. More Than Al Qaeda, More Than Al Shabaab, More Than the Islamic State, More Than All Of Them Combined », *WashingtonsBlog*, 5 juin 2015.
- '6. Groupe des 28 pays de l'Union européenne, plus la Norvège et la Suisse, créé en 1971 pour échanger des renseignements sur le terrorisme international.
- '7. Groupe de pays, créé en 1977, échangeant régulièrement des informations sur le terrorisme international. Ses réunions sont secrètes. Les pays membres de Kilowatt sont : l'Allemagne, la Belgique, le Canada, le Danemark, la France, l'Irlande, Israël, l'Italie, la Grande-Bretagne, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Suède, la Suisse et les USA.
- '8. *Sunday Times*, 6 septembre 2002.
- '9. Gordon Thomas, *Globe-Intel*, 6 septembre 2002.
- '10. Guillaume Dasquié, « 11 Septembre : les Français en savaient long », *Le Monde*, 16 avril 2007.
- '11. *Final Report of the National Commission on Terrorist Attacks upon the United States, The 9/11 Commission Report*, Authorized Edition, W.W. Norton & Company, New York, 2004.
- '12. Voir James R. Van de Velde, « Camp Chaos : U.S. Counterterrorism Operations at Guantanamo Bay, Cuba », *International Journal of Intelligence and CounterIntelligence (IJIC)*, 23 février 2005, vol. 18, Nr. 3, automne 2005.
- '13. Selon les conventions de Genève, lorsqu'il y a un doute sur le statut de prisonniers capturés au combat, ceux-ci doivent être traités comme des prisonniers de guerre, en attendant qu'un tribunal compétent précise leur statut. (*Convention de Genève relative au traitement des prisonniers de guerre du 12 août 1949*, article 5)

14. Martin Bright, « Guantanamo has « failed to prevent terror attacks » », *The Observer*, 3 octobre 2004.
15. *Ibid.*
16. <https://www.aclu.org/feature/close-guantanamo?redirect=closegitmo>
17. Elizabeth Bumiller, « Later Terror Link Cited for 1 in 7 Freed Detainees », *The New York Times*, 20 mai 2009.
18. Seymour M. Hersh, « Selective Intelligence », *The New Yorker*, 12 mai 2003.
19. Pour la petite Histoire, la Maison Blanche a refusé de remettre à la Commission d'enquête du Sénat le PDB en question – même sous la protection d'une classification – et n'a fait qu'en reconnaître l'existence.
20. Aux États-Unis, la coordination de la Communauté du Renseignement (Intelligence Community) était l'affaire du directeur de la Central Intelligence Agency jusqu'en 2004, puis – conséquences des réformes consécutives au 11 Septembre – cette tâche a été attribuée à un directeur du Renseignement national (Director of National Intelligence – DNI).
21. Il faut noter ici que les Taliban afghans n'ont jamais été considérés comme une organisation terroriste par la Maison Blanche, ni par le Département d'État (voir <http://www.state.gov/j/ct/rls/other/des/123085.htm>), même si le Département du Trésor les considère comme un groupe qui mérite les mêmes sanctions qu'un groupe terroriste.
22. Memorandum du 7 février 2002, qui sera réaffirmé dans l'Ordre Exécutif 13440 du 20 juillet 2007. Voir le document original : <https://www.gpo.gov/fdsys/pkg/FR-2007-07-24/pdf/07-3656.pdf>
23. John Barry, Michael Hirsh & Michael Isikoff, « The Roots of Torture », *Newsweek*, 24 mai 2004.
24. AR 15-6 Investigation of the 800th Military Police Brigade, Investigating Officer MG ANTONIO M. TAGUBA, Deputy Commanding General Support, Coalition Forces Land Component Command, DODD0A-000248, 27.05.2004. (NdA: Le (S) signifie que le paragraphe est secret)
25. Déclaration de l'un des terroristes sur la vidéo de la décapitation de Nicolas Berg (*Iraq Occupation Watch Center*, San Francisco, Californie).
26. Matthew Alexander (pseudonyme d'Amy Goodman), « I'm Still Tortured by What I Saw in Iraq », *Washington Post*, 30 novembre 2008.
27. <https://www.youtube.com/watch?v=5rXPrfnU3G0> (vu plus de 15 millions de fois au 20 février 2016)
28. Bradley Manning: a sentence both unjust and unfair, *The Guardian*, 21 août 2013.
29. Senate Select Committee on Intelligence, « Committee Study of the

Central Intelligence Agency's Detention and Interrogation Program », 3 décembre 2014 (téléchargeable sur http://fas.org/irp/congress/2014_rpt/ssci-rdi.pdf).

00. Art 2, al. 2, « Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants », adoptée et ouverte à la signature, à la ratification et à l'adhésion par l'Assemblée générale des Nations unies le 10 décembre 1984, entrée en vigueur: le 26 juin 1987. (<http://www.ohchr.org/FR/ProfessionalInterest/Pages/CAT.aspx>)
01. Philip Ross, « Who Are Jim Mitchell And Bruce Jessen? CIA Torture Psychologists Were Experts In Communist Chinese Interrogation », *International Business Time*, 10 décembre 2014.
02. *Associated Press*, 24 avril 2002.
03. Richard Norton-Taylor, « Waterboarding is no basis for truth », *The Guardian*, 9 novembre 2010.
04. Interview de l'un des interrogateurs (*Associated Press*, 24 avril 2002).
05. Richard Norton-Taylor, *op. cit.*
06. Email du 31 juillet 2003 de John Rizzo, cité par Mme Feinstein devant le Congrès le 9 décembre 2014.
07. Audrey Gillan, « Judges in row over torture ruling », *The Guardian*, 12 août 2004.
08. Son nom complet est « Uniting and Strengthening America by Providing Appropriate Tools Required to Intercept and Obstruct Terrorism Act of 2001 » (Acte de 2001 pour unir et renforcer l'Amérique en fournissant les outils adaptés nécessaires pour intercepter et empêcher le terrorisme).
09. Ce supplice, souvent traduit par « simulation de noyade », correspond au supplice de la « baignoire » jadis utilisé par la Gestapo.
10. Dexter Filkins, « Khalid Sheikh Mohammed and the C.I.A. », *The New Yorker*, 31 décembre 2014.
11. Spencer Ackerman, Dominic Rushe, & Julian Borger, « Senate report on CIA torture claims spy agency lied about 'ineffective' program », *The Guardian*, 9 décembre 2014.
12. « Iman Defeats Arrogance », *Inspire Magazine*, n° 12, printemps 2014, p. 11.
13. Elliott C. McLaughlin, « Paris terror attack suspect may be in Syria », *CNN*, 30 novembre 2015.
14. Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (GRIP), note d'analyse, « Comment lutter efficacement et durablement contre le terrorisme ? », Bruxelles, 27 septembre 2001.
15. La simple notion d'« assurance » est controversée par certains

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

nous choisirons les Taliban. »

Muhammad
Chauffeur à Kaboul

Notre incapacité à répondre valablement à la menace terroriste moderne est due au fait que le terrorisme islamiste s'est développé en fonction de critères nouveaux. Nous travaillons encore avec des modèles stratégiques obsolètes qui pourraient être illustrés par la question « Comment dissuader, en punissant de mort, des individus prêt à mourir ? »

La culture occidentale tend à s'attacher à l'apparence des choses, alors que la mentalité islamique est plus attachée à leur substance. Phénomène qui est illustré, partiellement au moins, par la notion de prééminence de l'intention sur le résultat. Ainsi, notre manière de juger le terrorisme à partir de ses effets plus qu'à partir de ses causes nous pousse à porter les mêmes jugements – et les mêmes réponses – qu'il y a 50 ans. Tant que nous n'aurons pas intégré les conséquences de ces changements dans nos stratégies, nous continuerons à générer du terrorisme en voulant l'éradiquer. Pire, nous confortons les islamistes en leur donnant l'occasion de montrer aux musulmans modérés – mais malgré tout conscients des erreurs et de l'hypocrisie des Occidentaux – qu'ils sont ceux qui ont le courage de s'élever contre l'arrogance et l'incohérence de l'Occident.

Il ne s'agit pas ici de dégager les terroristes de leurs responsabilités, mais il faut également se poser des questions sur les gouvernements occidentaux qui, par leur action – souvent inconsidérée et presque toujours illégale – exposent leurs propres concitoyens à des actes de rétorsion. Comment peut-on penser que l'on puisse bombarder des populations avec un risque minimal, sans s'exposer au sol, créant jusqu'à 96 % de

« dommages collatéraux » (comprenez : des femmes, des enfants et autres civils innocents) sans qu'il n'y ait aucune réaction de l'adversaire ? Les actes terroristes sont certainement condamnables, mais aller bombarder sans raison des objectifs, qui mettent en danger des populations civiles, est une provocation délibérée sans doute tout aussi condamnable.

En Afghanistan seulement, il y aurait eu plus de 18 000 civils tués lors de raids aériens¹⁶ dont l'un des incidents les plus médiatisés a été le bombardement de l'hôpital de Kunduz, par un avion AC-130 Spectre, le 3 octobre 2015, dû à l'incompétence des militaires américains, dont on sait qu'ils auraient pu éviter le massacre¹⁷. Il faut bien saisir ici que, dans un contexte asymétrique, au-delà de la question humanitaire, ces victimes alimentent la légitimité des actes terroristes qui en sont la réponse. On pourrait pratiquement dire que les fautifs, par leur négligence ou leur désinvolture, ont objectivement soutenu le terrorisme contre leur propre pays.

L'affirmation est moins saugrenue qu'elle n'y paraît. L'ex-Premier ministre britannique Tony Blair est actuellement l'objet d'une enquête pour déterminer son degré de culpabilité dans le déclenchement sans raison d'une guerre¹⁸. Une pétition, qui a récolté plus de 84 000 avis positifs, sur le site du parlement britannique, demandait au gouvernement d'arrêter le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour crime de guerre, lors de sa visite en Grande-Bretagne¹⁹.

En l'état, ces initiatives ont peu de chances d'aboutir, mais elles sont assez inédites dans l'environnement politique européen et pourraient fort bien se développer dans l'avenir, en raison d'une population globalement plus sensibilisée à cause de sa culture.

La dimension asymétrique de la guerre

« Notre situation est donc telle que “plus nous travaillons dur, plus nous reculons” ? »

Donald Rumsfeld²⁰

La guerre asymétrique a de multiples définitions, qui se basent pour la plupart sur la différence des méthodes ou des armes utilisées. Elles constituent le plus souvent un emballage nouveau pour une compréhension très conventionnelle du terrorisme, qui en ignore les ressorts essentiels et empêche la définition de stratégies adéquates pour le combattre.

Or, dans un conflit asymétrique, l'adversaire peut être comparé à un fluide dit « non newtonien » : plus l'énergie qu'on lui applique est grande, plus il devient dur et résistant à la déformation. Cette caractéristique, typique de l'asymétrie islamiste, est totalement ignorée dans les doctrines occidentales. Pourtant, elle explique que les mouvements terroristes se renforcent au gré des interventions occidentales au lieu de se désagréger. En fait, nous traitons le terrorisme, comme un phénomène symétrique, comme si son affaiblissement était proportionnel à la force utilisée.



C'est ainsi que les frappes occidentales en Irak et en Syrie, dès l'été 2014, se sont sans doute super-posées à l'intervention israélienne à Gaza pour provoquer une recrudescence des combattants étrangers et un doublement des combattants français²¹ dans ces deux pays, comme devait le constater le ministre de l'Intérieur français Bernard Cazeneuve, le 19 mai 2015²². Il nous faut une fois pour toutes regarder la

Ces pages ne sont pas disponibles à la pré-visualisation.

La guerre en Syrie et la montée de l'État islamique

La Syrie – La confusion entre les deux Assad

La rébellion syrienne et son soutien occidental

L'intervention russe

Caricatures et démocratie

Qui maîtrise le passé, maîtrise le présent

L'Occident dans son carcan intellectuel

Les attentats de 2015 en France

La politique de l'autruche

LE TERRORISME DJIHADISTE AUJOURD'HUI

Définition

Djihad et guerre asymétrique

La prééminence de l'intention sur le résultat

La notion de victoire

La notion d'espace

La nature du terrorisme

Les djihadistes – psychopathes ou fous ?

Un profil inattendu

Une dimension religieuse mal comprise en Occident

Le « Djihad ouvert »

Principes de base

Théorie militaire de l'Appel à la Résistance Islamique Globale (ARIG)

LE CONSTAT

Une société en mutation

Une vision ethnocentrique du monde

Le nouveau logiciel de nos sociétés

Le mythe de la puissance américaine

Le mirage du renseignement électronique

Quelle sécurité ?

Les services de renseignement

Un déficit analytique chronique

« Intelligence-led Operations »

Le renseignement et la lutte contre le terrorisme

Guantánamo

La conduite de la guerre

*La torture – Erreur tactique et trahison
stratégique*

Contre-terrorisme ou antiterrorisme ?

L'action préventive : le contre-terrorisme

L'action préemptive : l'antiterrorisme

CONCLUSIONS

L'agressivité, symptôme de faiblesse gouvernementale

Comprendre n'est pas accepter

Comprendre le changement de paradigme

La dimension asymétrique de la guerre

Une faiblesse chronique – le renseignement stratégique

À la recherche de solutions

Poser le problème correctement

Adopter une attitude critique

Anticiper

Achevé d'imprimer par
Laballery,
en avril 2016
N° d'imprimeur : 603411

Dépôt légal : avril 2016

Imprimé en France